

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Direction des Archives et de la Documentation

COLLECTION DES ARCHIVES ORALES

AO51

Claude CHEYSSON

(13 avril 1920 - 15 octobre 2012)

MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES

Entretien n°1 du 9 janvier 1995

Par

**Catherine Oudin, conservatrice du Patrimoine
à la direction des Archives du ministère des Affaires étrangères,
et Elisabeth du Réau, professeure d'université**

PARIS

SOURCES DOCUMENTAIRES

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/archives-diplomatiques/>

Bibliothèque diplomatique

<https://catalogue.bibliotheque-diplomatique.fr/>

Annuaire diplomatique et consulaire de la République française : <https://bibliotheque-numerique.diplomatie.gouv.fr/ark:/12148/bd6t51005689j.r=1948annuaires%20diplomatiques%20annuaires%20diplomatiques?rk=21459;2>

Documents diplomatiques français (DDF) : <https://bibliotheque-numerique.diplomatie.gouv.fr/ark:/12148/bd6t5327018c.r=1945?rk=42918;4>

Livre jaune, Inventaire (1799-1947), MAEE, Paris 2008 : <https://bibliotheque-numerique.diplomatie.gouv.fr/MEAE/fr/livres-jaunes>

Bases de données documentaires

Les [Traités et accords](#)

Les [Images](#) rassemblées dans le "fonds iconographique"

Les [collections cartographiques](#)

Aujourd'hui, lundi 9 janvier 1995, premier entretien avec M. Claude Cheysson, ancien ministre des Affaires étrangères, en présence de Mme du Réau, professeure à l'université, et de Mme Catherine Oudin, conservatrice du Patrimoine aux Archives du ministère des Affaires étrangères.

Monsieur le ministre, merci de nous recevoir et de bien vouloir répondre à nos questions. Peut-être qu'avant de commencer l'aspect politique de votre carrière, peut-être nous permettriez-vous de vous poser quelques questions sur votre formation afin que les historiens qui souhaiteraient écrire une biographie aient de votre bouche même des réponses à certaines questions.

Vous avez été diplômé de l'École polytechnique¹, pourquoi ensuite vous orientez-vous vers l'ENA² et vers la carrière diplomatique ?

Claude Cheysson : Écoutez, ce côté personnel me gêne un peu, mais vous posez la question. Oui, je suis entré à l'X tout naturellement parce que mon père, mon grand-père, un arrière-grand-père sortaient de l'X, que j'étais bon en mathématiques, voilà. C'était tout à fait banal. Puis, j'ai été reçu à l'X en juin 1940 et il se trouve que j'ai eu un grand choc à ce moment-là, qui était la mort de mon frère, qui était mobilisé dans l'aviation. Son avion a été abattu au début de juin 1940. Aussitôt après, le discours du maréchal Pétain qui a été pour moi un choc épouvantable. Peut-être que la mort de mon frère y a-t-il contribué ? Donc, je me suis trouvé en rupture complète à ce moment-là avec mon milieu, ma famille très convaincue par le maréchal, le prestige du maréchal, disons-le aussi, une tradition bourgeoise sinon antisémite,

¹ **L'École polytechnique**, couramment appelée Polytechnique et surnommée en France l'X, est l'une des 204 écoles d'ingénieurs françaises accréditées au 1er septembre 2020 à délivrer un diplôme d'ingénieur. Elle constitue avec l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, l'École de l'air, l'ENSTA, l'École des officiers de la Gendarmerie nationale, l'École navale et l'École de santé des armées, l'une des sept grandes écoles militaires françaises. Elle est fondée en 1794 par la Convention nationale sous le nom d'École centrale des travaux publics, et militarisée en 1804 par Napoléon Ier. À l'origine située à Paris, l'école est à Palaiseau (Essonne) depuis 1976, au cœur du pôle technologique Paris-Saclay. Elle a le statut d'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP-GE), constitue une grande école militaire dont le cycle ingénieur est placé sous la tutelle du ministère des Armées et est membre fondateur de l'Institut polytechnique de Paris. Elle est connue principalement pour sa formation d'ingénieurs, dont les élèves et anciens élèves sont appelés « polytechniciens ». L'École assure depuis sa création la formation d'ingénieurs, recrutés chaque année par un concours d'admission parmi les plus anciens et les plus difficiles de ceux que préparent les élèves de classes préparatoires, mais aussi par le biais d'admissions parallèles pour les universitaires. L'École décerne également le diplôme de docteur de l'École polytechnique depuis 1985, forme des élèves de grade de master depuis 2005 et de *bachelors* depuis 2017. En majorité, les polytechniciens, c'est-à-dire les élèves ingénieurs, intègrent les entreprises, privées ou publiques, en France comme à l'international, entrent dans les grands corps de l'État, civils ou militaires, ou s'engagent dans la recherche. Jouissant d'un grand prestige dans l'enseignement supérieur en France, l'École polytechnique est souvent associée à la sélectivité, à l'excellence académique, mais aussi à l'élitisme et à la technocratie qui sont sources de critiques depuis sa création. Dans l'imaginaire populaire, l'école est associée à certains symboles comme l'uniforme des élèves ou le bicorne.

² **L'École nationale d'administration (ENA)**, créée en 1945 et remplacée en 2022 par l'Institut national du service public, est une ancienne grande école d'application française chargée d'assurer la sélection et la formation des hauts fonctionnaires de l'État français. D'abord située à Paris, elle s'installe à Strasbourg en 1991. La grande école accueillait chaque année à Strasbourg 80 à 100 élèves en formation initiale, auxquels s'ajoutaient un tiers d'élèves étrangers issus des cycles internationaux et une soixantaine d'élèves de masters et mastère spécialisé. Étaient aussi dispensées parallèlement des sessions courtes de formation continue, à Paris et à Strasbourg, pour les hauts-fonctionnaires français et étrangers. Les 6 500 anciens élèves de l'école (en 2018) sont communément appelés « énarques ». Au cours de la Ve République, les énarques jouent un rôle central dans la vie politique française, comptant quatre présidents de la République, neuf Premiers ministres et de nombreux ministres et secrétaires d'État sortis de leur rang. Jouissant d'un très grand prestige dans l'enseignement supérieur et dans la société française en incarnant la méritocratie au service de l'État mais aussi l'élitisme, l'ENA est associée par ses détracteurs à une technocratie centraliste. Ces critiques conduiront à des adaptations de plus en plus fréquentes de ses formations à partir de 2002. Le 8 avril 2021, le président de la République française, Emmanuel Macron, annonce la suppression de l'ENA, remplacée en 2022 par l'Institut national du service public (INSP).

tout le monde très méfiant de la vie des juifs, des maçons, etc. Donc, j'ai fait l'X comme ça, en passant, mais je n'avais qu'une idée, c'était de m'engager.

Je suis parti pour l'Angleterre au début de 1943. Après un temps en prison, je suis revenu commandant un peloton de chars à la division Leclerc³, c'était une rupture complète avec ce qu'avait été mon parcours scolaire, la carrière banale qui se dessinait devant moi. Est-ce la guerre, la vie de militaire ? Je ne sais pas, mais rentrant, j'ai eu envie de travailler de nouveau. Et j'ai eu très envie de vivre à l'extérieur, d'où l'idée de devenir diplomate. Donc, il y en a... Alors, bon, ce n'était pas très facile, je n'ai pas réussi au premier concours mais au second. Mon idée était d'être, de vivre à l'étranger. Je vous dirais en action par rapport à ce que j'avais connu de mon milieu et en complément à ce qu'avait été mon engagement pendant la guerre. Cet engagement pendant la guerre, d'ailleurs, j'en retrouve des traces. Nous aurons peut-être l'occasion d'en reparler à d'autres occasions car il m'a donné, dès la première occasion. La première occasion pour moi était le Vietnam, puis, ensuite face à la lutte des Algériens pour l'indépendance et autres, une sensibilité particulière à l'expression de la volonté du peuple qui n'accepte pas l'occupation, qui n'accepte pas l'étranger, qui veulent être eux-mêmes, qui veulent affirmer leur droit à l'identité, leur droit à la personnalité.

Je voulais justement vous demander si vous avez participé à la campagne d'Allemagne, en fait, en 1945.

Claude Cheysson : Vous savez, la campagne d'Allemagne a été très courte. Oui, bien sûr, j'y ai participé. Nous avons la division Leclerc qui, comme chacun sait, a débarqué en Normandie un peu après le jour J, c'était une unité lourde. Nous avons eu des combats assez durs en Normandie, nous avons eu la chance d'être envoyés sur Paris. Donc, entrée dans Paris.

Vous entrez dans Paris avec cette unité.

Claude Cheysson : Oui, je suis entré dans Paris. Je suis passé à quelques cent mètres de la maison où j'étais né. Paris, ensuite la Lorraine, combat dur en Lorraine. Mon peloton est entré en premier à Saverne, Strasbourg, etc., jusqu'à la liaison avec la 1^{re} armée, jusqu'à la liaison entre la deuxième division blindée française venant du nord et la 1^{re} armée, beaucoup plus tard, au large de Neuf-Brisach⁴. En Allemagne, pour nous, il n'y a pas eu de campagne. Nous entrions dans une Allemagne qui était en pleine déconfiture, nous n'avons pas eu de combat en Allemagne. On a eu une belle marche sur les autoroutes du sud de l'Allemagne, une partie

³ **La 2^e division blindée** (2^e DB) est une ancienne unité de la 1^{re} armée française de l'arme blindée et cavalerie créée pendant la Seconde Guerre mondiale par le général Leclerc. Elle est souvent appelée Division Leclerc. L'héritière actuelle de ses traditions est la 2^e brigade blindée (2^e BB), qui a d'ailleurs repris le nom de 2^e division blindée entre 1977 et 1999. Depuis sa création, elle porte différentes nominations. Le 1^{er} mars 1941, la colonne Leclerc remporte sa première victoire à Koufra et fait serment de ne déposer les armes que « quand les belles couleurs françaises flotteront sur la cathédrale de Strasbourg » ; en février 1943, la colonne Leclerc devient la « Force L » (comme Leclerc) dans le cadre de la 8^e armée britannique. En mars 1943, la « Force L » reçoit le renfort de la « Colonne volante », commandée par le commandant Rémy. Le 30 mai 1943, la « Force L » devient officiellement la 2^e DFL (division française libre). Le 24 août 1943, la 2^e DFL devient la 2^e DB (division blindée), puis la 2^e DB est dissoute le 31 mars 1946. En 1960, la formation de la 2^e brigade blindée, est renommée 2^e division blindée de 1979 à 1999.

⁴ **Neuf-Brisach** est une commune française située dans la circonscription administrative du Haut-Rhin et, depuis le 1^{er} janvier 2021, dans le territoire de la Collectivité européenne d'Alsace, en région Grand Est. Cette commune se trouve dans la région historique et culturelle d'Alsace.

de la division terminant à Berchtesgaden⁵ et, moi-même à côté de Dachau⁶. Mais les combats durs n'ont pas été en Allemagne.

Vous avez été donc du côté de Dachau. Vous avez participé à la libération des camps de concentration ?

Claude Cheysson : Dachau a été pris par les Américains mais nous étions juste à côté. Donc, nous avons été à Dachau quelques jours après la libération du camp mais sans combat à ce moment-là.

Les combats étaient-ils terminés à ce moment-là ? Ce n'est pas par intérêt morbide que je pose ces questions mais parce qu'il y a tellement, maintenant, de thèses négationnistes. Vous avez vu les installations, vous êtes témoin oculaire des massacres ?

Claude Cheysson : Oui, nous avons vu cela.

Est-ce que vous faites la connaissance de Delattre⁷ à cette époque ?

Claude Cheysson : Pardon ! Non. Les forces françaises libres ont comporté un certain nombre de divisions dont une est intervenue par le nord et n'a jamais appartenue à la 1ère armée française. La Division Leclerc a appartenu à la 3e armée américaine, commandée par Patton⁸, puis à la 7e armée commandée par Patch⁹. Nous sommes toujours restés dans le cadre de l'armée américaine.

⁵ **Berchtesgaden** est une commune (Markt) allemande, située dans les Alpes bavaroises. Elle est située à l'extrême sud-est de l'Allemagne et de la Bavière, à 20 km au sud de Salzbourg (Autriche). Si la ville de Berchtesgaden a été le lieu de résidence privilégiée de la princesse Marie-Élisabeth de Saxe-Meiningen, compositrice et mécène, elle est essentiellement connue pour avoir été le lieu de villégiature d'Adolf Hitler, dès les années 1930. Sa résidence, le Berghof, subit un bombardement aérien le 25 avril 1945 en deux vagues. La première par 275 bombardiers Lancaster de la Royal Air Force escortés par 98 chasseurs P-51 Mustang de la 8th Air Force. La seconde par 825 Boeing B-17 Flying Fortress de la 8th Air Force. Les dégâts matériels furent importants ; les pertes humaines s'élevèrent à 31 morts (selon le journal local). Le 4 mai, quatre jours après le suicide de Hitler et devant l'avancée des troupes alliées dans la région, les SS mirent le feu à la villa du Berghof. Quelques heures plus tard, la 3e division d'infanterie américaine arriva à Berchtesgaden en compagnie d'une unité de la 2e division blindée française dont des éléments arrivèrent les premiers au Berghof en flammes. Le gouvernement de la République fédérale allemande fit détruire les ruines en 1952. La sœur d'Adolf Hitler, Paula, vécut les dernières années de sa vie à Berchtesgaden et y mourut dans l'anonymat en 1960.

⁶ **Le camp de concentration de Dachau** est le premier camp de concentration mis en place par le régime nazi. Il est créé sur le site d'une ancienne fabrique de munitions à Dachau, à 17 km au nord-ouest de Munich. Son ouverture est annoncée par Heinrich Himmler le 20 mars 1933 et des prisonniers y sont amenés dès le lendemain. Il sert de modèle à tous les camps de concentration nazis. Il reste en service jusqu'à l'arrivée des soldats américains, le 29 avril 1945.

⁷ **Jean de Lattre de Tassigny**, né le 2 février 1889 à Mouilleron-en-Pareds et mort le 11 janvier 1952 à Neuilly-sur-Seine, est un officier général français et une figure marquante de la Seconde Guerre mondiale. Il est connu pour son rôle crucial dans plusieurs conflits, notamment la Première Guerre mondiale, la Seconde Guerre mondiale et la guerre d'Indochine.

⁸ **George Smith Patton Jr.** est un général quatre étoiles de l'Armée de terre américaine, né à San Marino, Californie, et décédé à Heidelberg, Allemagne, en 1945. Il est surtout connu pour son rôle de commandant de la 7e et de la 3e armée américaine durant la Seconde Guerre mondiale.

⁹ **Alexander McCarrell Patch**, né le 23 novembre 1889 à Fort Huachuca et mort le 21 novembre 1945 à San Antonio, est un général de l'US Army lors de la Seconde Guerre mondiale. Il est principalement connu pour sa participation à la bataille de Guadalcanal dans le Pacifique puis au débarquement de Provence et aux campagnes qui suivirent jusqu'à la capitulation allemande.

D'accord, c'est ça. Vous faites une jonction mais cela met en réalité le corps de garde sur l'automne.

Claude Cheysson : C'est cela.

D'accord.

Claude Cheysson : Donc, ça a été, chacun le sait, une manœuvre admirablement organisée par le général de Gaulle qui a obtenu que le débarquement en Normandie, la marche vers le nord, la libération de Paris (ce n'est pas rien) ensuite la libération de Strasbourg soit faite par l'unité française.

Par conséquent, ensuite, vous vous présentez à l'ENA et vous appartenez donc à la deuxième promotion en fait ?

Claude Cheysson : La deuxième promotion spéciale, oui. C'est la Croix-de-Lorraine, je crois. La Croix-de-Lorraine, très exactement.

Nous voudrions savoir si, à cette époque je crois, qu'il y avait bien une filière qui préparait à la voie diplomatique à l'intérieur de l'ENA.

Claude Cheysson : Eh bien, là, nous entrons dans les détails administratifs, je vois que vous êtes très informées. Les premières promotions de l'ENA étaient réparties en section dès l'entrée. Tout à l'heure, j'ai dit que je n'avais pas réussi au premier concours, je suis un petit peu honteux d'avoir à dire que j'ai été reçu au premier concours mais il ne me permettait pas d'avoir la section Affaires étrangères. Donc, comme un imbécile, j'ai démissionné, nous avons été trois à faire cela et, sur les trois, j'ai été le seul à qui cela ait réussi puisque l'année suivante, j'ai été reçu second et, par conséquent, j'ai eu la section Affaires étrangères que je souhaitais.

C'est très intéressant, ça prouve votre détermination à suivre cette voie.

Claude Cheysson : Oui, au fond, j'allais à l'ENA parce que je voulais vivre à l'étranger.

Oui. Y avait-il à l'époque une formation, y avait-il des cours, des enseignements concernant les questions diplomatiques dans cette...non guerre ?

Claude Cheysson : Guerre, oui. Guerre, on m'a appris peut-être un premier jour... Mais là, j'en avais entendu parler par mon père puisque le premier jour était un élément important du concours de l'Inspection, des Finances, avant la guerre. Et puis, bon, le premier concours a montré que j'avais des faiblesses en connaissances, en histoire diplomatique, en géographie, etc. Je pensais, comme ancien taupin, que je serais capable d'avalier cela, comme bien d'autres choses, et la preuve a été faite que j'en ai été capable.

Lorsque vous sortez de l'école, après un stage à la direction d'Amérique, vous partez en Allemagne. Est-ce que vous pouvez nous dire comment s'est faite cette nomination auprès de... ?

Claude Cheysson : Eh bien, je n'avais pas pensé à vous le dire la dernière fois mais, en fait, j'ai fait une partie de mon stage déjà en Allemagne. J'étais en stage dans le secteur français de

Berlin au titre du stage de l'ENA, ce qui était intéressant puisque jeunes stagiaires, nous assistions aux réunions du conseil de contrôle, etc., de l'administration quadripartite, en regardant avec respect les quatre pontes : Clay¹⁰, Kœnig¹¹, Montgomery¹² et Sokolovsky¹³.

Alors, en effet, j'arrive à la fin de l'ENA et le hasard m'a servi, je n'y suis vraiment pour rien. C'est le moment où les alliés anglo-américains avaient décidé, après avoir fait la Bizone¹⁴, d'autoriser les Allemands à tenter un exercice constitutionnel. On ne l'appelait pas constitution d'ailleurs, mais loi fondamentale : Grundgesetz¹⁵. Donc, les Allemands ont été autorisés à réunir un corps représentatif qui s'est réuni à Bonn, qui faisait partie de la zone d'occupation britannique, plus précisément occupée par les Belges, dans le cas de la zone britannique. Les Français n'avaient pas participé à la décision autorisant les Allemands à et ils n'étaient pas, à ce moment-là, décidés à reconnaître les structures étatiques que les Allemands proposeraient de créer au terme des travaux du Conseil parlementaire. Ça s'appelait le Conseil parlementaire, pas la matière démocrate. En revanche, Robert Schuman¹⁶, évidemment,

¹⁰ **Lucius Dubignon Clay**, né le 23 avril 1897 à Marietta, en Géorgie, et mort le 16 avril 1978 à Chatham, dans le Massachusetts, est un militaire et un homme politique américain.

¹¹ **Pierre Kœnig**, né le 10 octobre 1898 à Caen et mort le 2 septembre 1970 à Neuilly-sur-Seine, est un militaire, officier général et un homme politique français, maréchal de France et compagnon de la Libération. Héros de la Seconde Guerre mondiale, il est surtout connu pour son rôle en tant que commandant de la 1^{re} brigade française libre lors de la bataille de Bir Hakeim (Libye), qui se déroule du 26 mai au 11 juin 1942 durant la guerre du Désert, et au cours de laquelle son unité de 3 700 hommes résiste opiniâtrement aux assauts conjugués des armées allemande et italienne, environ dix fois plus nombreuses, de l'Afrika Korps dirigées par le général Erwin Rommel.

¹² **Bernard Law Montgomery**, 1er vicomte Montgomery d'Alamein, est un *field marshal* britannique, né le 17 novembre 1887 à Londres et mort le 24 mars 1976 à Alton (Hampshire). On le connaît aussi sous son surnom « Monty ».

¹³ **Vasily Danilovich Sokolovsky** (1897-1968) était un maréchal de l'Union soviétique et un éminent chef militaire durant la Seconde Guerre mondiale. Né le 21 juillet 1897 dans une famille de paysans biélorusses à Kozliki, dans l'Empire russe. Il rejoint l'Armée rouge en 1918 et devient membre du Parti communiste en 1931. Sokolovsky termine ses études à l'Académie de l'état-major en 1921 et commence à gravir les échelons militaires. Durant la Seconde Guerre mondiale, il est nommé chef d'état-major du front ouest en 1941, jouant un rôle clé dans la coordination des contre-offensives soviétiques, notamment lors de la bataille de Moscou. À partir de 1943, il commande le Front occidental et participe à des batailles décisives comme la bataille de Koursk et la capture de Berlin. Après la guerre, il est promu maréchal en 1946 et devient le commandant en chef des forces soviétiques en Allemagne. Il occupe également le poste de vice-ministre de la Défense de 1949 à 1960 et est nommé chef d'état-major en 1952. Sokolovsky est reconnu pour ses contributions à la théorie militaire, notamment avec son ouvrage "Military Strategy" publié en 1962, qui offre un aperçu des pensées soviétiques sur la guerre. Il meurt le 10 mai 1968 à Moscou et est enterré au Nécropole du mur du Kremlin. Sokolovsky est considéré comme l'un des grands stratèges militaires de son temps, ayant joué un rôle crucial dans les succès de l'Union soviétique durant la Seconde Guerre mondiale.

¹⁴ La **Bizone** est le nom donné à partir du 1^{er} janvier 1947 au regroupement des zones occupées par les Britanniques et les Américains en Allemagne à l'issue de la Seconde Guerre mondiale.

¹⁵ Le **Grundgesetz für die Bundesrepublik Deutschland** (Loi fondamentale pour la République fédérale d'Allemagne) est la constitution de l'Allemagne, adoptée le 23 mai 1949. Elle a été conçue à l'origine pour les Länder de l'Ouest et est devenue la constitution de l'Allemagne entière après la réunification le **3 octobre 1990**.

¹⁶ **Robert Schuman**, né Jean-Baptiste Nicolas Robert Schuman le 29 juin 1886 à Luxembourg (Luxembourg) et mort le 4 septembre 1963 à Scy-Chazelles (Moselle), est un homme d'État français. Sous-secrétaire d'État pendant la Troisième République, temporairement frappé d'indignité nationale puis ministre pendant la Quatrième République, notamment aux Affaires étrangères, et président du Conseil des ministres à deux reprises. En 1938, la crainte d'une nouvelle guerre « fratricide » lui fait accueillir positivement les accords de Munich mais la Seconde Guerre mondiale éclate en septembre 1939. En mars 1940, dans la mesure où il est un élu mosellan, Robert Schuman est nommé sous-secrétaire d'État aux réfugiés dans le gouvernement Paul Reynaud. Après l'offensive allemande du 10 mai 1940, Robert Schuman estime dès le 12 juin qu'il « faut mettre bas les armes ». Le 16 juin 1940, il est confirmé à son poste de sous-secrétaire d'État et fait ainsi partie du premier gouvernement Pétain. Le 10 juillet 1940, il vote pour les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Toutefois, il ne siège pas dans ce gouvernement et en démissionne deux jours plus tard. La Moselle est annexée de fait par le Reich nazi quelques jours plus tard, intégrée au Gau Westmark — dont le chef-lieu est Sarrebruck — et Robert Schuman, rentré en Moselle, est arrêté par la Gestapo et mis au secret dans la prison de Metz, avant d'être transféré à Neustadt en Rhénanie-Palatinat le 13

s'intéressait beaucoup à cela. Il a donc décidé que l'affaire serait suivie par des observateurs français, principalement par le directeur compétent du Quai d'Orsay à ce moment-là qui était Jean Laloy¹⁷, mais que les Français n'auraient pas de représentation importante, permanente

avril 1941, grâce à un allègement de ses conditions de détention obtenu par Heinrich Welsch. Durant son assignation en résidence surveillée, il s'entretient avec ses visiteurs en luxembourgeois, de façon qu'on ne puisse pas suivre ses conversations. Âgé de 56 ans, il s'évade et réussit à rejoindre la zone libre dans la Vienne le 13 août 1942, en franchissant la ligne de démarcation à Vernon après avoir passé dix jours à l'abbaye de Ligugé. Il passe également par la Trappe de Notre-Dame-des-Neiges, en Ardèche. Il s'installe à Lyon où vivaient beaucoup de Mosellans expulsés. Par l'intermédiaire de son ami le commissaire de police Charles-Albert Watiez, il garde un contact étroit avec beaucoup de réfugiés et il participe au comité lorrain qui se met en place à Lyon avec Robert Sérot, Gabriel Hocquard, Ségolène de Wendel, Paul Durand, le docteur Melchior et René Jager. À la Libération, le ministre de la Guerre, André Diethelm, exige que « soit vidé sur-le-champ ce produit de Vichy » en parlant de Schuman. Cette qualification vient de son vote du 10 juillet 1940 et comme « ex-ministre de Pétain ». Son vote des pleins pouvoirs à Pétain le met sous le coup de l'inéligibilité automatique prévue par l'ordonnance du 21 avril 1944 et, comme ancien ministre de Pétain, il est frappé « d'indignité nationale ». Soucieux de reprendre des responsabilités politiques, il finit par écrire au général de Gaulle, le 24 juillet 1945, pour lui demander de revenir sur cette décision. Des alliés de Schuman interviennent auprès du chef du gouvernement provisoire pour appuyer cette demande. Charles de Gaulle décide que l'affaire soit classée. En effet, le 16 juin 1940, Schuman avait été reconduit par le maréchal Pétain, sans être consulté, dans les fonctions qu'il occupait au sein du cabinet de Paul Reynaud, démissionnaire. Quelques jours après cette nomination, Schuman remettait sa démission au gouvernement Pétain, sans y avoir siégé, démission acceptée au moment de la formation du premier gouvernement du régime de Vichy ; membre involontaire d'un cabinet de transition qu'il n'a jamais vu, il subit néanmoins, au lendemain de la guerre, des vexations pour avoir fait partie du gouvernement Pétain. La commission de la Haute Cour prononce un non-lieu en sa faveur concernant son inéligibilité, le 15 septembre 1945 et Robert Schuman reprend sa carrière dans la politique française. Il devient le premier parlementaire ayant voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain à devenir ministre après la Libération. Schuman a exercé par ailleurs les fonctions de président du Parlement européen. Il est considéré comme l'un des pères fondateurs de la construction européenne aux côtés de Jean Monnet, Walter Hallstein, Konrad Adenauer, Johan Willem Beyen, Paul-Henri Spaak, Joseph Bech et Alcide De Gasperi. L'Église catholique a entamé le procès canonique en vue de sa béatification. Le 19 juin 2021, il est déclaré vénérable par le pape François.

¹⁷ **Jean Laloy** est né à Meudon le 1er avril 1912 et est mort le 4 août 1994 à Colombes. Il a été haut fonctionnaire et diplomate. Il est, à partir de 1937, attaché de consulat à Tallinn (Estonie), attaché d'ambassade à Moscou, en poste à Wiesbaden, consul à Genève, puis, révoqué par le régime de Vichy, il appartient à la délégation des Mouvements unis de résistance et à la délégation du Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) en Suisse ; il se lie avec Henri Frenay. Fin 1944, il est l'interprète du général de Gaulle lors de la signature, avec Staline, du pacte franco-soviétique ; dans ses *Mémoires de guerre*, le général relève que « Laloy parlait bien le russe ». Il fait ensuite partie de la délégation française à la plupart des grandes conférences internationales, dont celle de San Francisco en 1945. René Dabernat a écrit que « son nom est associé à la construction de l'Europe, à la naissance du Pacte atlantique, à la Conférence de Berlin de 1954, où Molotov le tenait pour son adversaire personnel. Il est considéré comme l'un des meilleurs experts des affaires soviétiques et communistes ». Nommé ministre plénipotentiaire en 1954, à 42 ans, et, l'année suivante, conseiller au cabinet d'Edgar Faure, qui, dans ses *Mémoires* évoque « la valeur personnelle de ce grand diplomate, européen de grande obédience, dans le style de Jean Monnet »^[8]. Directeur adjoint du cabinet d'Antoine Pinay, il est ministre-conseiller de l'ambassade de France à Moscou en 1955-1956. Directeur d'Europe du ministère des Affaires étrangères de 1956 à 1961, il est l'un des négociateurs du traité de Rome et contribue au rapprochement franco-allemand. De 1961 à 1964, il est directeur adjoint des Affaires politiques, c'est-à-dire le n°3 du Quai d'Orsay, où il doit affronter la grave crise de Berlin de 1961 conduisant à la construction du Mur, dont il était déjà l'un des experts à celle de 1959 : « Son influence, écrit *L'Express*, sur les négociations l'a fait surnommer par les journalistes occidentaux : le nouveau Dulles », du nom de John Foster Dulles, chef de la diplomatie américaine. Lord Gladwyn écrit dans ses mémoires que, lorsqu'il était ambassadeur à Paris, il rencontrait deux interlocuteurs : Pierre Mendès France et Jean Laloy : « J'avais pour son jugement un très grand respect ». De 1964 à 1968, il est nommé ambassadeur, conseiller diplomatique du gouvernement. Réticent à l'égard de l'ouverture à l'Est et de la politique anti-européenne, il dirige, jusqu'à 1974, les Archives diplomatiques. Il manque alors l'ambassade auprès du Saint-Siège, refuse celle de Bonn pour prendre la seule direction générale du Quai d'Orsay, celle des Relations culturelles, qu'il quitte, en 1977, pour la présidence de la Commission interministérielle franco-allemande. En 1975, il est élu au premier tour à l'Académie des sciences morales et politiques, au fauteuil de l'ancien ministre Paul Bastid. Attentif au sort des dissidents soviétiques, c'est sur sa proposition qu'il y fait élire, en juin 1980, Andreï Sakharov, le prix Nobel russe, en qualité d'associé étranger ; celui-ci est ensuite élu en février 1981, à l'Académie des sciences. Dans le cadre d'une séance commune aux deux académies, le 28 mai 1984, Jean Laloy rend un hommage au grand savant sous le titre « Andreï Sakharov et le monde d'aujourd'hui ». Auparavant, il lui avait consacré un article intitulé « Hommage à Soljenitsyne, Sakharov et leurs compagnons ». Ses entretiens avec Soljenitsyne ont fait l'objet d'un récit dans la revue *Commentaire*. Ce « diplomate chrétien tout en pudeur et en finesse » dont « l'intelligence déplaisait aux médiocres », était proche de Raymond Aron avec qui il fonde la revue *Commentaire*, et du philosophe Jacques Maritain, ami et voisin, à Meudon, de son père. Grand interprète de piano, il compose plusieurs œuvres, restées inédites. Dans ses mémoires, l'ambassadeur Henri Froment-Meurice note que « Personne

sur place. Et c'est là qu'il a été décidé de prendre le plus jeune agent qu'on pouvait trouver. Je sortais de l'ENA et, directement, j'ai été envoyé à Bonn pour être présent sur place, tandis que la liaison véritable était faite par Jean Laloy, puis par Jean Sauvagnargues. Voilà comment j'ai été le Français de Bonn pendant l'année qui a suivi, jusqu'à que soit adoptée la loi fondamentale, que la France la reconnaisse et que la France soit prête à passer au statut de d'occupation, mettant fin au gouvernement militaire.

C'est ça, donc, vous êtes dans la période d'un peu de transition et avant l'arrivée de François-Poncet¹⁸ au conseil, alors.

Claude Cheysson : Oui, absolument, c'est ça. Le Français responsable est le général Kœnig. Voilà, c'est ça. Il est possible d'ailleurs que le fait que j'avais une belle croix de guerre, ait facilité ma nomination à Bonn. Le général Kœnig a peut-être été réticent sur le fait qu'il y ait une représentation du Quai d'Orsay auprès du Conseil parlementaire, alors que lui n'avait pas accepté. Le gouvernement n'avait pas accepté formellement la création de cette instance et, surtout, n'avait pris aucun engagement sur la suite.

Votre rôle était de pure observation ?

Claude Cheysson : Mon rôle était de pure observation mais étant là, évidemment, j'ai été en contact avec des hommes qui avaient un rôle plus important, et le hasard a joué. C'est-à-dire qu'étant le Français de Bonn, un certain nombre d'Allemands qui souhaitaient avoir des rapports avec les Français, des Français plus importants que moi, m'ont beaucoup vu. J'ai eu la chance en particulier que Konrad Adenauer¹⁹ qui était le président du Conseil parlementaire, considère que ce très jeune Français, très jeune par rapport à lui, était intéressant. Hasard doublé d'une affaire plus personnelle, mon arrière-grand-mère était une demoiselle Brentano

ne dira jamais assez ce que la diplomatie française doit à l'une de ses plus fermes et lumineuses intelligences ». Au début des années cinquante, il semble avoir prédit la fin du bloc soviétique, si l'on en croit l'ouvrage de Geneviève Maelstaf se fondant sur ses notes et rapports : "Laloy rappelle que « tout empire périra » et que le totalitarisme soviétique s'effondrera un jour ou l'autre : la question allemande sera alors à nouveau ouverte, et avec elle, le sort des pays satellisés de l'Europe orientale." Le *Canard enchaîné* du 12 juin 1974 le qualifie de « la plus grosse tête du Quai d'Orsay ». Il est commandeur de la Légion d'honneur et grand officier de l'ordre national du Mérite. Il repose au cimetière à Rahon (Jura), auprès de son père Louis Laloy qui fut maire de ce village entre 1935 et 1940.

¹⁸ **André François-Poncet**, né le 13 juin 1887 à Provins (Seine-et-Marne) et mort le 8 janvier 1978 à Paris, est un homme politique et diplomate français, membre de l'Académie française et chancelier de l'Institut de France. Il a été nommé haut-commissaire de France en Allemagne après la décision des gouvernements alliés de remplacer les gouverneurs militaires par des hauts-commissaires. Il a été désigné comme haut-commissaire en 1949, après avoir été ambassadeur de France à Berlin de 1931 à 1940. Cette nomination s'inscrit dans le cadre du Statut d'occupation de l'Allemagne, qui visait à établir une nouvelle forme de contrôle allié sur l'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale. En tant que haut-commissaire, François-Poncet a supervisé la mise en œuvre des engagements pris par les autorités allemandes et a joué un rôle clé dans la réconciliation franco-allemande et la construction européenne. Il a été un acteur majeur dans la réconciliation entre la France et l'Allemagne, travaillant aux côtés de figures importantes comme Robert Schuman et Konrad Adenauer. Son expérience et sa connaissance de l'Allemagne ont été déterminantes dans la gestion des relations franco-allemandes durant cette période cruciale. André François-Poncet a donc marqué son époque par son engagement en faveur d'une Europe unie et pacifiée après les conflits dévastateurs du XXe siècle.

¹⁹ **Konrad Hermann Joseph Adenauer**, né le 5 janvier 1876 à Cologne et mort le 19 avril 1967 à Rhöndorf, est un homme d'État allemand. Maire de Cologne, opposant aux nazis après leur arrivée au pouvoir, membre de l'Union chrétienne-démocrate, il est le premier chancelier fédéral de la République fédérale d'Allemagne, de 1949 à 1963. À la tête du gouvernement, il est l'auteur de son redressement et de son ancrage atlantiste et européen. Il est ainsi souvent considéré comme le « fondateur » de l'Allemagne contemporaine. Avec le général de Gaulle, il est l'un des promoteurs de la réconciliation franco-allemande. Il est également considéré comme l'un des pères fondateurs de la construction européenne. Surnommé Der Alte (« le vieux »), il est le plus vieux dirigeant exécutif dans l'histoire de l'Allemagne, ayant quitté la chancellerie fédérale à 87 ans.

et Heinrich von Brentano²⁰, futur ministre des Affaires étrangères, était un des membres du Conseil parlementaire. Theodor Heuss²¹, futur président de la République fédérale, était membre du Conseil parlementaire et il avait connu sa femme comme étudiante alors qu'il était lui-même étudiant du professeur Luilo Brentano²², qui était mon grand-oncle. Donc, ça a facilité les premiers contacts. Mais la raison principale est que Konrad Adenauer et, à des niveaux beaucoup plus modestes, d'autres Allemands étaient très désireux, de parler avec des Français. C'est le premier témoignage que je voudrais apporter.

J'ai été stupéfait de la facilité du dialogue avec des Allemands de mon âge ou, disons, ayant un ou deux ans de plus, surtout avec des Franz Soldaten, des Allemands qui avaient connu une guerre dure, plus dure que la mienne parce que plus longue, mais un peu du genre de la mienne, d'anciens officiers de Panzer, etc. Nous parlions un peu la même langue et quand j'y réfléchis, je m'aperçois que nous trouvions entre nous les mêmes souvenirs, les mêmes complexes. Oui, nous avons été occupés, puis nous prétendus vainqueurs, eux vainqueurs, ils étaient occupés. Nous avons connu la même humiliation après la même fierté ou avant la même fierté. Et je vais beaucoup plus loin, nous éprouvions, eux comme moi, un sentiment d'humiliation d'autant plus grand que l'immense majorité de notre peuple avait été pétainiste, collaboratrice pour les Français, national-socialiste, hitlérienne pour les Allemands. Et ça facilitait nos rapports d'une manière extraordinaire. Nous parlions la même langue, nous parlions bien de la même chose. Ça ne peut pas se reproduire.

Alors, de là, je vais aller immédiatement plus loin. Peut-être serait-il mieux venu au titre d'une autre question ? J'ai trouvé cela exprimé d'une manière beaucoup plus articulée par certains Allemands, mais celui qui m'a évidemment le plus frappé, c'était Konrad Adenauer. Je me rappelle Konrad Adenauer à Rhöndorf, il avait une petite maison à Rhöndorf, pas très loin de Bonn, il me demandait de temps en temps de venir. Je me rappelle Konrad Adenauer parlant tout seul ainsi, disant : *« Ceci ne peut pas se reproduire, nous n'allons pas recommencer indéfiniment. Et le seul moyen pour que cela ne se reproduise pas, c'est que nos destins soient complètement intégrés, totalement interdépendants. Que nous n'ayons plus la possibilité, même si nous le voulons et, qui sait si un jour, nous Allemands ou, peut-être, vous Français, ne le voudrez pas, pour que ceci devienne impossible. »* Et il a ajouté une autre chose que j'ai entendue par la suite d'un autre, je vais vous le dire dans un instant. *« C'est un autre très important pour nous Allemands car si nous avons un temps d'intégration, d'interdépendance, de fusion avec les Français, alors les Allemands de l'Ouest »* lui disait *« les catholiques, les Rhénans, les paysans, les bourgeois reprendront le poids qu'ils doivent avoir, l'autorité qu'ils doivent avoir dans l'Allemagne en ne permettant pas aux Prussiens, aux Saxons, aux militaristes »* lui disait *« aux protestants, aux commerçants de dominer l'Allemagne. »* Cela je l'ai entendu mot pour mot d'Adenauer et, là, où cela m'a beaucoup frappé, c'est qu'en supprimant la référence aux catholiques d'un côté et aux protestants de l'autre, j'ai entendu les

²⁰ **Heinrich von Brentano** (20 juin 1904 - 14 novembre 1964) était un homme d'État allemand, membre de l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU). Il a joué un rôle significatif dans la politique allemande d'après-guerre, notamment en tant que ministre fédéral des Affaires étrangères de 1955 à 1961 et président du groupe CDU/CSU au Bundestag à deux reprises.

²¹ **Theodor Heuss** (31 janvier 1884 - 12 décembre 1963) était un homme politique libéral allemand, connu pour avoir été le premier président de la République fédérale d'Allemagne (Bundespräsident) de 1949 à 1959.

²² **Ludwig Joseph (Lujo) Brentano**, né le 18 décembre 1844 à Aschaffenburg et mort le 9 septembre 1931 à Munich, est un économiste et un réformateur social allemand.

mêmes propos, deux années plus tard, de mon collègue Heinrich Genscher²³. C'est très impressionnant.

Enfin, alors là, je résonne seulement quand il y a quelques mois maintenant, Schäuble²⁴ et Lammers²⁵ ont sorti le mémorandum de la CDU²⁶, une justification qui a été donnée presque aussitôt, pas par le chancelier lui-même ou par les gens très proches du chancelier. On peut donc dire que si le chancelier a été... L'Allemagne ne peut pas avoir la politique qu'elle souhaite avoir, l'action qu'elle souhaite avoir en Europe centrale et orientale, si c'est une politique allemande. Elle sera soupçonnée d'impérialisme et c'est là que je retrouve le raisonnement d'Adenauer, cela redonnerait aux forces du passé de l'Allemagne de l'Est un poids exagéré dans la vie de l'Allemagne. Donc, nous avons besoin d'une politique européenne pour que l'Allemagne puisse mener le jeu qu'elle souhaite à l'Est. Très extraordinaire d'entendre presque mot pour mot la même démonstration !

Tout cela pour revenir à votre question. Oui, j'étais deuxième secrétaire, je ne sais pas comment ça s'appelait, je crois que ça s'appelait encore troisième secrétaire à ce moment-là. J'étais donc un tout petit personnage et mon rôle était un rôle d'observation. Mais Français, en Rhénanie, auprès d'hommes qui essayaient de trouver un avenir à l'Allemagne, auprès d'hommes dont les très jeunes avaient vécu la guerre un peu comme moi je l'avais vécu de mon côté, auprès d'hommes qui pour les plus importants, les plus éminents pensaient que l'intégration de l'Allemagne, l'accrochage irréversible de l'Allemagne à l'Ouest était une condition pour l'avenir de l'Allemagne, de l'Allemagne unie naturellement car, à aucun moment, ils pensaient que l'Allemagne pourrait être, pourrait rester partagée entre quatre zones d'occupation, même entre deux Allemagnes, une fois la Trizone faite et les Russes, les Soviétiques prenant leur distance. Ça a été très frappant, une facilité de contact tout à fait extraordinaire. J'en resterai très marqué.

En fait, ces Allemands essayaient de faire, à travers vous, passer un message. Est-ce que vous, vous avez eu un écho auprès, peut-être pas du général Kœnig, mais par exemple de Tarbé de Saint-Ardouin²⁷ qui était son conseiller politique ? Est-ce que vous avez pu vous dire ce que pensaient les Allemands ?

²³ **Hans-Dietrich Genscher**, né le 21 mars 1927 à Reideburg et mort le 31 mars 2016 à Wachtberg, est un avocat et homme d'État allemand membre du Parti libéral-démocrate (FDP).

²⁴ **Wolfgang Schäuble**, né le 18 septembre 1942 à Fribourg-en-Brisgau et mort le 26 décembre 2023 à Offenbourg, est un homme d'État allemand, membre de l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU).

²⁵ **Hans Heinrich Lammers**, né le 27 mai 1879 à Lublinitz (province de Silésie) et mort le 4 janvier 1962 à Düsseldorf, est un juriste et haut fonctionnaire allemand. Il est secrétaire d'État à la chancellerie du Reich à partir de 1933, puis ministre en 1937 ; sa carrière prend fin en 1945, lors de la défaite allemande.

²⁶ **L'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne** (CDU en allemand : *Christlich Demokratische Union Deutschlands*) est un parti politique allemand, démocrate-chrétien, libéral-conservateur et pro-européen fondé en 1945. Se référant aux valeurs de la construction européenne, de la démocratie chrétienne et à l'alliance avec les États-Unis, la CDU est la principale force de centre droit en Allemagne. Elle n'est pas présente sur le territoire de l'État libre de Bavière, où la tendance démocrate-chrétienne est représentée par l'Union chrétienne-sociale (CSU). Au niveau fédéral, on parle donc de la CDU/CSU (en allemand : *Unionsparteien*). Au pouvoir entre 1949 et 1969 avec Konrad Adenauer, Ludwig Erhard et Kurt Georg Kiesinger, de 1982 à 1998 avec Helmut Kohl et de 2005 à 2021 avec Angela Merkel, la CDU détient le record de longévité à la direction du gouvernement fédéral. Au niveau fédéral, elle n'a été devancé par les sociaux-démocrates uniquement à trois reprises depuis 1949. Elle gouverne essentiellement les Länder de Berlin, Hesse, Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Saxe, Saxe-Anhalt, Schleswig-Holstein, Thuringe et participe au gouvernement de Bade-Wurtemberg avec Alliance 90/Les Verts.

²⁷ **Jacques Tarbé de Saint-Hardouin**, né le 5 décembre 1899 à Reims et mort à Neuilly-sur-Seine le 25 septembre 1956, est un diplomate et ministre français. Il fut également membre d'un groupe de résistants français, le "Groupe des Cinq", actif en 1942 à Alger, avec lequel il a contribué à préparer le débarquement allié en Afrique du Nord (Opération Torch).

Claude Cheysson : J'ai vu M. de Saint-Ardouin, naturellement. Je lui avais d'ailleurs été présenté et j'ai pu le côtoyer lors du stage que j'ai fait comme élève de l'ENA puisqu'à ce moment-là, il était à Berlin. Mais ce n'est pas avec lui que j'ai eu des rapports. Non, les rapports que j'avais, les comptes rendus que je faisais, étaient au Quai d'Orsay directement, sous le vingard de la loi²⁸. Et parfois les choses montaient jusqu'au niveau du ministre quand le ministre voulait traiter d'affaires un peu délicates. Je raconte une histoire parce qu'elle est à mon avis tout à fait caractéristique. Robert Schuman a désiré rencontrer Konrad Adenauer et cela ne me paraissait pas possible formellement. On a donc monté un truc, si je peux dire, invraisemblable, c'est-à-dire qu'il a été convenu que Konrad Adenauer, Robert Schuman et Alcide De Gasperi²⁹ qui étaient introduits dans le circuit, se trouveraient au moment d'une

²⁸ **Le vingard de la loi** se réfère à la capacité de la loi à orienter les comportements sociaux et à répondre aux besoins des individus, tout en tenant compte de l'utilité sociale et de la prévisibilité du droit, comme l'indiquent les pensées de Bentham et Beccaria.

²⁹ **Alcide De Gasperi**, né le 3 avril 1881 à Pieve Tesino, dans l'actuelle province autonome de Trente, dans la région du Trentin-Haut-Adige, alors en Autriche-Hongrie et mort le 19 août 1954 à Sella di Valsugana (Italie), est un homme d'État italien. Après la Seconde Guerre mondiale, il fonde la Démocratie chrétienne. En 1942-1943, durant la Seconde Guerre mondiale, il coécrit *Le idee ricostruttive della Democrazia Cristiana* dans lequel il présente les idées qui deviendront la base de son futur parti catholique, qui prendra la dénomination de Démocratie chrétienne. Une fois que le mezzogiorno fut libéré par les Alliés, il entra au Comité de libération nationale comme démocrate-chrétien. Le 16 juin 1944, donc 12 jours après la libération de Rome, il devient ministre sans portefeuille dans le 1er gouvernement de Ivanoe Bonomi. Puis il est ministre des Affaires étrangères dans le 2e Gouvernement Bonomi (12 décembre 1944 - 19 juin 1945) et dans le gouvernement de Ferruccio Parri (21 juin 1945 - 8 décembre 1945). Le 10 décembre 1945, il va être président du Conseil pour la première des huit fois de sa carrière. La même année il fonde le Centro Nazionale Sportivo Libertas. En 1945, Alcide De Gasperi devint président du conseil des ministres, le dernier du royaume d'Italie. Durant ce gouvernement la République fut proclamée et il devint de fait le premier chef de gouvernement de l'Italie républicaine, et il mena un gouvernement d'unité nationale, qui dura jusqu'aux élections générales de 1948. Le 2 juin 1946, un référendum fut organisé pour savoir si l'Italie resterait une monarchie ou deviendrait une république. Le conseil des ministres (qu'il préside) proclama la république avant que la Cour de cassation ne publie les résultats définitifs du référendum des 2 et 3 juin : la voie républicaine obtint 54 % des voix. Il prit donc provisoirement la tête de l'État et par conséquent les fonctions qui étaient alors exercées par le roi Humbert II d'Italie lui furent transmises. De Gasperi cumulait les deux charges de chef du gouvernement (président du conseil des ministres) et de chef d'État jusqu'au 1er juillet, quand Enrico De Nicola, élu chef provisoire de l'État le 28 juin par l'Assemblée constituante de la République italienne, prit officiellement possession de la charge. Le 10 août 1946, il intervient à Paris lors de la conférence de paix, où il contesta les conditions difficiles infligées à l'Italie par le traité. Une de ses réussites en politique étrangère est l'accord De Gasperi-Gruber avec l'Autriche en 1946 qui fit de sa région, le sud du Tyrol, une région autonome. En janvier 1947, il effectue un voyage aux États-Unis desquels il obtient une aide financière et matérielle et où il promeut l'image de la nouvelle République, inaugurant ainsi le retour de l'Italie sur la scène internationale. À l'occasion, il devint le troisième italien à être honoré d'une ticker-tape parade à New York, et il sera le seul à en répéter l'expérience, en 1951. Lors des élections du 18 avril 1948, en plein plan Marshall et avec l'appui moral des États-Unis et des émigrés italiens américains, De Gasperi et la Démocratie chrétienne rencontrèrent un succès historique (48 % des votes) face au Front populaire italien (composés des socialistes et des communistes). De Gasperi fut nommé président du premier Conseil des ministres de la République italienne. Dans une Italie accablée par vingt ans de dictature fasciste et usée par la Seconde Guerre mondiale, De Gasperi affronta les négociations de paix avec les puissances victorieuses, en réussissant à réduire les sanctions au désarmement militaire, et en évitant la perte de territoires frontaliers comme le Haut-Adige et le Val d'Aoste. Il chercha à résoudre à l'avantage de l'Italie le problème de la souveraineté de Trieste et de l'Istrie, mais il eut moins de chance en ce qui concerne cette dernière. Il conclut des accords avec les puissances occidentales pour financer la reconstruction et la reprise économique de l'Italie. La situation précaire du pays, qui s'améliorait trop lentement, et les privations, provoquaient le mécontentement des ouvriers et une agitation syndicale. Les protestations s'amplifièrent en raison des inondations du Pô de 1951, dont les digues avaient cessé d'être entretenues depuis le début de la guerre. Ces inondations firent beaucoup de victimes dans les zones agricoles des provinces de Rovigo et Ferrare. En 1952, par peur d'une victoire électorale des communistes et des socialistes en Italie, le Vatican suggéra, puis imposa, une alliance électorale d'importance dans la perspective des élections municipales à Rome. Le Saint-Siège n'aurait pas accepté que la ville, siège de la chrétienté, soit administrée par un maire socialiste. De Gasperi s'opposa résolument à une coalition avec la droite. Ceci provoqua un incident diplomatique avec le Vatican qui perturba De Gasperi. En 1952, Pie XII refusa de recevoir De Gasperi au Vatican à l'occasion du trentième anniversaire de ses noces avec Francesca Romani. Le Saint-Siège n'aurait pas accepté que la ville, siège de la chrétienté, soit administrée par un maire socialiste. Président du Conseil de 1945 à 1953, soit huit mandats, il est considéré comme l'un des Pères de l'Europe, aux côtés de Robert Schuman, Jean Monnet, Johan Willem Beyen, Paul-Henri Spaak et Konrad Adenauer.

réunion mémorable à Caux en même temps. L'affaire a donc été montée comme ça. J'ai vu Adenauer à son retour. C'est une des fois où il a voulu me rencontrer. Il me dit : « *Ça s'est bien passé. Oh, très bien !* »

Ça aurait été plus agréable que la première rencontre ne se fasse pas à l'avant des assiettes, mais ça s'est très bien passé. Vous comprenez, on parle la même langue et, puis, on a autant de points en commun : frontalier, germanique de formation, Gasperi du Nord de l'Italie. En plus, le moment difficile, c'est quand ils se sont mis à évoquer leurs souvenirs de la Première Guerre mondiale puisque l'un a servi dans l'armée allemande et l'autre dans l'armée autrichienne. Moi, je les écoutais mais ça m'agaçait. Je lui ai dit : « *Pourquoi ? Vous n'avez pas de souvenirs, vous ?* » Il m'a dit : « *J'étais bien trop vieux, en 1914 ; Il faut être mobilisé.* » Nous avons eu cette discussion et je crois que cette histoire, cette anecdote va au-delà du souvenir pittoresque. L'Europe a été commencée par des frontaliers, ayant tous été très marqués par l'Allemagne, étant tous convaincus que si on n'arrivait pas à transformer complètement la relation entre l'Allemagne et ses voisins, ou entre les voisins et l'Allemagne, de nouveau on irait au drame, et de nouveau à l'intérieur même de l'Allemagne, les forces de raison, de civilisation seraient débordées. Je trouve ça très intéressant.

Autre réaction que je veux citer, ceci est bien antérieur au plan Gamelin³⁰. Si je passe fin 1948, tout début 1949, c'est à peu près le moment, si mes souvenirs sont bons (si je me trompe, j'aimerais que cela soit supprimé) où a été lancé le Conseil de l'Europe.

L'émotion m'a donné à le voir.

Claude Cheysson : Quand il a su que nous propositions Strasbourg, ça a été extraordinaire. Strasbourg, que ce soit à cet endroit-là ! Je crois qu'il est important de se rappeler tout cela incidemment parce que, quand on était au Parlement européen, certains s'inquiétaient du fait que les Allemands pourraient peu à peu abandonner Strasbourg, comme s'il y avait du Parlement européen, sous la pression des Belges en particulier étant donné la construction fantastique, pharaonique qui a été faite à Bruxelles, on peut l'annoncer à Strasbourg. De ce moment-là, je me rappelle d'avoir dit à mon successeur, d'avoir dit à François Mitterrand et autres : « *Strasbourg, nous aurons l'appui allemand, quels que soient les Allemands au pouvoir.* » Strasbourg, c'était le symbole de ceci. Mais je crois que c'est aussi important de rappeler tout cela que naturellement, vous connaissez très bien, alors que 95% des journalistes, une proportion probablement supérieure des hommes politiques et malheureusement un grand nombre des professeurs d'histoire - excusez-moi chère madame - décrivent la naissance de la communauté, la proposition d'une communauté comme une conséquence de la tension Est-Ouest.

Excusez-moi de vous dire que ça n'a rien à voir au départ. Après cela, ça se fait mieux de s'inscrire là-dedans. Mais, au départ, ça n'a rien à voir. La création de la communauté, ce qu'a

³⁰ Gamelin - *La tragédie de l'ambition* (2022) : <https://www.defnat.com/e-RDN/vue-article.php?carticle=22837>
Gamelin, chef malheureux ou responsable de la débâcle ? (2022) : <https://www.nonfiction.fr/article-11132-gamelin-chef-malheureux-ou-responsable-de-la-debacle.htm>

fait le plan Schuman, etc. La proposition, c'est cette volonté d'intégrer les destins de l'Allemagne et de ses voisins continentaux afin que plus jamais, il ne soit possible de... Je crois que c'est très important à rappeler, très important. Alors, si on y réfléchit, on voit combien pour la France, ce raisonnement était important. Il a été inventé un raisonnement allemand que Robert Schuman a très bien su prendre. Mais il était important pour la France et pour la France avec tous ses voisins, car la France a occupé chacun de ses voisins, à la seule exception de la Belgique ou même les Belges comprises, et s'est très mal comportée quand elle occupait ses voisins. La France a été occupée par tous ses voisins, successivement, espagnols, italiens, etc. Et le seul qui manquait dans ce concert, à l'époque, c'était l'Espagne parce que Franco. Mais l'Anglais ne s'est pas senti concerné du tout, les Anglais applaudissaient des deux mains. Le discours de Churchill, à cette époque, est un discours de très grande approbation parce que les Anglais espéraient bien ne plus être mêlés à ces horribles disputes entre Français et Allemands. Mais, pas un instant, les Anglais n'ont considéré qu'ils faisaient partie de ce jeu à cette époque ; pas un instant les Anglais ne considéraient qu'ils étaient concernés. Je crois que c'est important de rappeler cela et ce qui me frappe, c'est que, quand on en parle avec les Allemands des générations suivantes, ils comprennent très bien que cela était, c'est là, c'est dans cette approche qu'est le germe de la construction européenne.

J'avais été frappé à l'occasion de rencontres avec des universitaires allemands par le fait que des hommes qui sont nés à la fin des années 1920, qui étaient étudiants dans la période 1945-1948, nous disaient qu'ils avaient été assez frappés par les efforts faits par la France dans sa politique d'occupation, ensuite qu'on appelle culturelle. Je crois que la politique culturelle française a été une politique plutôt plus ouverte avec celle des autres habitants. Et il y a eu, en particulier, la possibilité déjà de permettre aux étudiants de suivre des cours, il y a eu toutes sortes d'enseignements, il y a eu déjà une ouverture de centres universitaires. Est-ce que, quand vous étiez là-bas, vous avez constaté en effet ces appels ?

Claude Cheysson : Là, je ne suis pas témoin, moi j'étais à Bonn. Je n'ai pas été en zone française. Enfin, je faisais un retour sur Baden-Baden, deux ans à la haute mais je n'ai pas été en zone française. En revanche, en complément de ce que vous dites là, il faut dire que dans les travaux du Conseil parlementaire que j'ai suivis, j'étais très frappé de l'orientation imposée par les Américains et les Anglais. Certes, ils avaient accepté ce que les Français n'avaient pas encore accepté, qu'il y eut au lendemain de ces travaux une république allemande. Mais ils faisaient tout pour que cette république soit aussi handicapée, aussi paralysée que possible. Et très curieusement, certaines des contraintes imposées par les Anglais et les Américains se sont révélées ensuite des atouts pour l'Allemagne, mais expliquent certaines des caractéristiques actuelles. Les Américains et les Anglais recevaient les textes proposés par les commissions et les modifiaient, les amendaient, puis les renvoyaient aux Allemands pour qu'ils l'adoptent. Et sur deux points, ils ont agi comme je viens de l'indiquer, par les Américains, l'imposition des droits et des capacités des Länder³¹. Ce sont les Américains qui ont imposé la répartition des

³¹ **Land**, (pluriel) **Länder** (également Bundesland, Bundesländer) est le terme désignant une division administrative (un peu comparable avec une région française) en Allemagne et en Autriche. Il est fréquemment utilisé en français sans traduction. Il peut également être utilisé en langue française avec la graphie un land, des lands selon l'orthographe rectifiée de 1990. Depuis la réunification en 1990, la République fédérale d'Allemagne compte 16 Länder : Bade-Wurtemberg (capitale Stuttgart) ; Bavière (Munich) ; Berlin (Berlin) ; Brandebourg (Potsdam) ; Brême (Brême) ; Hambourg (Hambourg) ; Hesse (Wiesbaden) ; Mecklenbourg-Poméranie-Occidentale (Schwerin) ; Rhénanie-du-Nord-Westphalie (Düsseldorf) ; Rhénanie-Palatinat (Mayence) ; Sarre (Sarrebruck) ; Saxe (Dresde) ; Basse-Saxe (Hanovre) ; Saxe-Anhalt (Magdebourg) ; Schleswig-Holstein (Kiel) et Thuringe (Erfurt). Chacun dispose d'une constitution, d'une assemblée élue et d'un gouvernement. Le fédéralisme est un principe fondamental de la Constitution allemande et les Länder sont ainsi dotés de nombreux pouvoirs, notamment en matière de police, d'éducation et de culture.

impôts entre le Bund³² et les Länder parce qu'ils pensaient que ce serait un élément de paralysie redoutable pour le Bund. Les premières propositions faites par les commissions ne comportaient pas cela, elles comportaient certes un système fédéral mais dans lequel, c'était le Bund qui subventionnait les Länder. Comme vous le savez, dans le système actuel, les recettes fiscales des Länder sont excédentaires et ce sont les Länder qui financent le Bund.

Deuxième remarque. En Angleterre, à ce moment-là, vous avez un gouvernement travailliste et ce sont les Travaillistes³³ qui imposent le Mitbestimmungsrecht³⁴, ce qui crée chez les

³² **Bund** est un terme de la langue allemande désignant, dans son sens originel, l'Alliance entre Dieu et les hommes. Il a pris ensuite un sens moins fort désignant une association, une société, une ligue, par exemple avec le *Bund der Kommunisten* (la Ligue des communistes) fondé par Marx et Engels, ou le *Völkerbund* (la Société des Nations). En droit constitutionnel, il désigne plus spécifiquement un pouvoir confédéral ou fédéral. L'historien des concepts Reinhart Koselleck a noté une rémanence de la connotation religieuse dans l'emploi moderne, notamment par Marx et Engels. On retrouve le mot dans *Staatenbund* (confédération, littéralement « alliance d'États ») et dans *Bundesstaat* (fédération, littéralement, État issu d'une alliance). Ces mots peuvent s'employer à la place de ceux formés sur des racines latines ; *Konfederation* et *Föderation*. La notion est proche de celle de Reich dans l'histoire constitutionnelle ; il est ainsi déclaré dans le préambule de la constitution du Reich allemand de 1871 que le roi de Prusse et les souverains du Sud forment une « alliance perpétuelle », *ewiger Bund*. Dans l'histoire constitutionnelle allemande, le terme Bund a été employé au XIXe siècle pour désigner trois confédérations : la Confédération germanique (*Deutscher Bund*) issue du congrès de Vienne en 1815 et dissoute en 1866 ; la Confédération de l'Allemagne du Nord (*Norddeutscher Bund*) créée en 1867 et transformée en Reich allemand en 1871, et la Confédération de l'Allemagne du Sud (*Süddeutscher Bund*) qui rassemblait la Bade, la Bavière, la Hesse et le Wurtemberg. Il a de nouveau été employé à partir de 1949 par le nouvel État ouest-allemand, de type fédéral, qui s'est donné le nom de *Bundesrepublik*, traduit en français par république fédérale. Le terme Bund désigne depuis une fédération, et se retrouve, avec le sens de fédéral, dans le nom de la plupart de ses organes (*Bundespräsident*, *Bundeskanzler*, *Bundestag*, *Bundesrat*, etc.). La République d'Autriche et la Confédération suisse l'emploient également pour leurs organes fédéraux.

³³ **Le Parti travailliste** (*Labour Party* ; en gallois *Llafur*) est un parti politique britannique de centre gauche à gauche. Il forme depuis le 5 juillet 2024 le gouvernement à la Chambre des communes et dirige un gouvernement minoritaire au pays de Galles. Il constitue également le premier parti à l'Assemblée de Londres. Fondé en 1900 par les syndicats, il devance le Parti libéral à partir des années 1920 et devient ainsi l'un des deux partis principaux du Royaume-Uni avec le Parti conservateur. Alors que la menace de l'Allemagne nazie se fait de plus en plus forte à la fin des années 1930, les travaillistes abandonnent progressivement leurs positions pacifistes et soutiennent le réarmement, en particulier sous l'influence d'Ernest Bevin et Hugh Dalton qui, en 1937, persuade le parti de s'opposer à la politique d'apaisement de Neville Chamberlain qui démissionne au printemps 1940. Le nouveau Premier ministre Winston Churchill décide d'inviter les autres partis à une union nationale similaire à celle de la Première Guerre mondiale : le Parti travailliste participe au cabinet de guerre et Clement Attlee est nommé lord du sceau privé puis Vice-Premier ministre. D'autres travaillistes participent au gouvernement de guerre : le syndicaliste Ernest Bevin est ministre du Travail et dirige l'économie de guerre et l'allocation de la main-d'œuvre, Herbert Morrison est secrétaire à l'Intérieur, Hugh Dalton est ministre de la Guerre économique puis président de la Commission du Commerce et A.V. Alexander est premier lord de l'Amirauté, poste qu'il occupait déjà dans le précédent gouvernement travailliste. À la fin de la guerre en Europe, en mai 1945, le Parti travailliste décide de ne pas répéter l'erreur des libéraux en 1918 et, sur l'insistance des syndicats, quitte le gouvernement pour contester les élections générales de 1945 en opposition aux conservateurs de Churchill. À la surprise de nombreux observateurs, les travaillistes remportent une très large victoire avec presque 50 % des voix et 159 sièges de plus que la majorité absolue. Le gouvernement de Clement Attlee se révèle être un des gouvernements britanniques les plus radicaux du XXe siècle, appliquant des politiques économiques keynésiennes, nationalisant d'importantes industries et infrastructures y compris la Banque d'Angleterre, les mines, les aciéries, l'électricité, le gaz et les transports intérieurs (dont les chemins de fer et les canaux). Le gouvernement développe un État-providence conçu par William Beveridge censé s'occuper des Britanniques « du berceau au cercueil ». Encore aujourd'hui, les travaillistes considèrent la création en 1948 du National Health Service (NHS) sous le ministre de la Santé Aneurin Bevan comme sa réalisation la plus importante. Le gouvernement Attlee engage également le processus de décolonisation de l'Empire britannique en accordant leur indépendance à l'Inde et au Pakistan en 1947, suivis par la Birmanie et Ceylan l'année d'après. Lors d'une rencontre secrète en janvier 1947, Attlee et six ministres dont le secrétaire aux Affaires étrangères Ernest Bevin décident de lancer le développement de l'arsenal nucléaire britannique, en opposition aux positions pacifistes et anti-nucléaires d'une large partie du Parti travailliste. Le Labour Party accueille traditionnellement une grande diversité d'opinions, de fortement socialistes à sociales-démocrates, bien qu'il prenne un tournant centriste (connu sous le nom de New Labour) dans les années 1990 et 2000, malgré l'élection à la tête du parti en septembre 2015 de Jeremy Corbyn, membre de l'aile radicale du parti et très critique du bilan de Blair.

³⁴ **Le Mitbestimmungsrecht** est un droit fondamental accordé au Betriebsrat (comité d'entreprise) en Allemagne, lui permettant de participer activement aux décisions concernant les employés au sein d'une entreprise. Ce droit est

Allemands une très grande, je ne dirais pas colère, ils ne pouvaient pas se permettre d'être en colère, mais une très grande amertume. La majorité au Conseil parlementaire est plutôt de droite et ce sont les Anglais qui imposeront le Mitbestimmungsrecht, qui imposeront la reconnaissance des droits du DGB³⁵, avec la certitude qu'ainsi l'industrie allemande ne pourra pas redevenir le grand empire qu'elle a été précédemment.

Mais, donc finalement, le système social qui a été mis en place...

Claude Cheysson : Alors, ce sont quand même des remarques presque complémentaires de celles que vous vouliez dire tout à l'heure. Si les Anglais et les Américains acceptent que se crée une république fédérale, c'est en partie parce qu'il y a de grandes difficultés avec les Soviétiques et qu'ils veulent donc que leurs Allemands soient capables, soient protégés contre une influence trop grande venant de l'Est, mais une Allemagne qui doit être soumise à des contraintes importantes. Alors, il y aura toutes les contraintes que vous connaissez sur le plan militaire : limitation des armements, l'interdiction de, l'inscription dans la Constitution, dans la loi fondamentale que l'Allemagne ne peut pas intervenir en dehors de ses frontières, etc. Mais cela va plus loin puisque dans la construction même constitutionnelle, ils imposent ce qu'ils considèrent être des handicaps considérables pour la création d'un État fort. Je ne sais pas si ça vous avait frappé.

J'avais moins pensé aux aspects internes, Monsieur.

Claude Cheysson : Vous pensez plus aux contraintes qu'a connu la limitation de souveraineté mais non, c'était l'aspect interne, ça s'est fait sous forme des papiers préparés par les commissions qui étaient renvoyés par les Anglo-saxons, corrigés pour les Allemands en particulier. C'est une des dernières choses qui a été acceptée par le Conseil parlementaire, le fait que ce soit les Länder qui subventionnent le Bund et non pas l'inverse, comme c'est le cas dans tous les pays du monde.

Vous vous trouvez donc à Bonn au moment où il va commencer à être question du réarmement allemand. Est-ce que vous avez le souvenir de discussions et de débats d'abord dans le milieu diplomatique et de la représentation française à ce moment-là ? Car je suis frappée de constater que sur ce sujet, il y a des opinions divergentes, me semble-t-il, sur l'opportunité, justement.

Claude Cheysson : Je vous ai parlé jusqu'à présent de la période 1948-1949. Je crois qu'en septembre 1949 est créée la République fédérale. François-Poncet est nommé haut-

principalement régulé par le Betriebsverfassungsgesetz (BetrVG), qui établit les bases légales de la participation des travailleurs.

³⁵ **La Confédération allemande des syndicats** (*Deutscher Gewerkschaftsbund*) est la principale confédération syndicale en Allemagne. Ses huit syndicats adhérents représentent environ 6 millions d'adhérents. Le DGB a été fondé le 12 octobre 1949. Il a son siège à Berlin. Il est membre de la Confédération européenne des syndicats et de la Confédération syndicale internationale. Il est proche du parti social-démocrate (SPD). Il existe également une organisation nationale plus conservatrice, d'importance bien moindre. Jusqu'en 1933, la première confédération syndicale allemande (*Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands*) a été fondée le 14 mars 1892 à Halberstadt. Elle réunissait 57 organisations représentant environ 300 000 adhérents. Elle se refonda au congrès de Nuremberg (30 juin - 5 juillet 1919) sous le nom d'*Allgemeiner Deutscher Gewerkschaftsbund*, ADGB. Elle représentait alors 52 organisations regroupant 3 millions d'adhérents. À cette époque, le syndicat conservateur s'appelait le *Deutscher Gewerkschaftsbund* (DGB), mais n'avait rien à voir avec l'actuel. Les syndicats liés au parti social-démocrate et au parti communiste furent dissous le 2 mai 1933 par le régime nazi et, en conséquence, seul le NSBO fera nécessairement office de syndicat unique. De 1946 à 1949, les syndicats durent de nouveau se réorganiser après la Seconde Guerre mondiale.

commissaire et, sur le plan personnel, il me fait une faveur, si je peux dire. C'est-à-dire qu'il ne me prend pas au haut-commissariat mais il me laisse à Bonn, même avec le titre absolument invraisemblable d'officier de liaison auprès de l'autorité fédérale allemande. J'étais une espèce d'attaché parlementaire vivant avec les partis politiques et je voyais la vie à travers les Allemands beaucoup plus qu'à travers le commissariat. À ce moment-là, on ne parle pas encore de réarmement mais ça commence à venir, puis je quitterai Bonn en 1952. Je ne serai pas surprises que ceux dont je vous ai parlé sont absolument opposés à toute idée de réarmement pour des raisons intérieures. Toujours le raisonnement d'Adenauer, il ne faut pas que les forces de l'Est, les forces militaristes et autres reprennent de la force et de l'influence, donc opposés à tout ce qui peut être Bundeswehr³⁶, successeur de la Reichswehr³⁷, etc. Et je quitte Bonn avant que le débat soit véritablement engagé sur la participation au gouvernement.

Quand vous évoquez ces problèmes, par exemple à votre retour, quand vous revenez à Paris, comment voyez-vous les choses ? Parce que moi, je suis frappée par des notes rédigées par des diplomates à l'époque, toutes ces réserves concernant le danger justement, la résurgence d'un militarisme allemand, cette idée qu'il y aurait peut-être un jour une guerre de revanche. Je trouve un certain nombre de notes sur ce thème. Après tout, nous avons été abusés par les Allemands dans la période de l'entre-deux-guerres. On a un peu l'impression qu'il y a une espèce de syndrome du réarmement de leur destin allemand. Est-ce que vous sentez ces préventions ? Alors, évidemment, je parle du lieu français que vous retrouvez sur Paris ou de ceux que vous rencontrez, cette idée que les Allemands pourraient prendre leur revanche, parce que ça paraît assez important dans certaines parties de l'opinion française.

Claude Cheysson : Vous voulez bien me demander mon témoignage, donc je crois que je dois être tout à fait honnête et vous parler uniquement des choses que j'ai connues. Oui, bien sûr, nous sommes dans la période du Conseil parlementaire, mon rang très faible ne m'empêche pas d'avoir des rapports avec Paris parce que je suis le seul. Mais, à partir du jour où arrive le haut-commissaire, où arrive toute l'équipe de Bérard³⁸, Guiringaud³⁹ etc., c'est eux

³⁶ La **Bundeswehr** (traduit par « Force de Défense fédérale » mais littéralement « Défense fédérale ») est l'armée nationale de la République fédérale d'Allemagne depuis 1955. Les forces armées de la République fédérale sont contrôlées en temps de paix par le ministère de la Défense (*Verteidigungsministerium*). Le ministre de la Défense est le seul civil qui peut donner des ordres aux militaires, ce qui assure le primat du politique sur le militaire.

³⁷ La **Reichswehr**, littéralement « défense du Reich », était l'armée de la république de Weimar, de 1919 à 1935. Son organisation reposait sur le traité de Versailles. Son nom, qui apparaît en mars 1919 après la disparition de la *Deutsches Heer*, est officialisé en janvier 1921. La Reichswehr disparaît avec la création de la Wehrmacht en mars 1935. Les vainqueurs de novembre 1918 voulurent, sans succès, imposer à cette armée des limitations matérielles afin de lui ôter toute velléité de revanche. Ces restrictions, plus ou moins respectées au début de la République, furent très amplement dépassées après l'avènement d'Adolf Hitler en 1933. Le ministère de la Défense du Reich est responsable de ces prérogatives.

³⁸ **Armand Max Jean Bérard**, né le 2 mai 1904 à Paris et mort le 20 novembre 1989 à Neuilly-sur-Seine, est un homme politique, diplomate et écrivain français. Fils de Victor Bérard et frère de Jean Bérard, il fait ses études à l'École normale supérieure de Paris (1924) puis à l'université de Heidelberg (1925), où il est élève de Ernst Robert Curtius. Il intègre ensuite la Casa de Velázquez à Madrid pour un séjour d'un an (1929-1939). Il entre dans la carrière diplomatique en 1937 et sert comme attaché puis comme secrétaire d'ambassade à Berlin, Washington D.C. et Rome. Le gouvernement de Vichy le révoque en 1944. Il devient alors chef de service au commissariat des affaires étrangères à Alger (1944-1945). Premier conseiller, puis ministre à Washington (1945-1949), il devient haut-commissaire adjoint de la République française en Allemagne en 1949. Directeur du cabinet d'Edgar Faure aux Affaires étrangères en 1955, il est nommé ambassadeur à Tokyo en 1956. Il devient en 1959 le représentant permanent de la France au Conseil de sécurité et le chef de la mission permanente près les Nations unies. Il succède ensuite à Gaston Palewski comme ambassadeur de France à Rome en juin 1962, avant de retrouver son poste auprès des Nations unies en juillet 1967.

³⁹ **Louis de Guiringaud**, né le 12 octobre 1911 à Limoges et mort le 15 avril 1982 à Paris, est un diplomate et un homme politique français. Il est diplômé de l'École libre des sciences politiques, où il prépare le concours d'entrée du ministère des

qui traitent avec Paris, ce n'est pas moi. Et je n'aurai plus jamais l'occasion, à partir de ce moment-là, de venir à Paris parler de l'Allemagne ou entendre parler de l'Allemagne. Je serai moi l'attaché parlementaire, l'officier de liaison de François-Poncet auprès des partis politiques allemands et des hommes politiques allemands. Mais j'ai beaucoup plus une vie d'attaché parlementaire que de diplomate.

Alors, voyez-vous du côté allemand une évolution, quand même, vers l'acceptation puisqu'après tout, dans le dossier CED⁴⁰, il y avait quand même, la question des « 51 » bien sûr puisque le problème progresse, parce que c'est vrai que la CECA⁴¹ prend le pas, mais vous n'avez pas le souvenir, en tout cas, qu'il y ait eu vraiment de débat au sein de la CDU ou, par exemple, en faveur finalement d'un réarmement dans des conditions de responsabilité ?

Affaires étrangères. Il y est reçu en 1938. À la suite de son admission, il est nommé attaché d'ambassade à Ankara. Mobilisé au Levant en septembre 1939, il rentre en France après l'armistice du 22 juin 1940 et fait un court séjour à Vichy, tout en prenant part à des activités de résistance. Il rejoint en 1943 le Comité français de Libération nationale à Alger, où il devient chef de cabinet de René Massigli, commissaire aux Affaires étrangères. Il reprend du service dans l'armée au printemps 1944 et participe, comme officier de spahis, à la campagne d'Italie avec le corps expéditionnaire du général Juin. Il participe ensuite au débarquement de Provence et à la campagne de France dans la première armée du général de Lattre. Grièvement blessé en Alsace en février 1945, Louis de Guiringaud est cité à l'ordre de l'armée et décoré de la Légion d'honneur à titre militaire. Il reprend du service dans la carrière diplomatique en 1946 comme premier secrétaire à l'ambassade de France à Londres. Il est ensuite directeur des affaires politiques au haut-commissariat de France en Allemagne, consul général à San Francisco, puis représentant permanent adjoint au Conseil de sécurité des Nations unies à l'époque de la crise de Suez. Il est nommé ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement de Raymond Barre en août 1976 et reconduit en mars 1977 et avril 1978. En tant que ministre des Affaires étrangères, il est chargé de défendre devant l'Assemblée nationale et le Sénat le texte permettant au Parlement européen d'être élu au suffrage universel en 1978. Il est alors épaulé par Claude Martin. Il se rend en Indonésie en 1978 pour y signer un accord militaire. Il indique au régime de Suharto que la France ne s'opposerait pas à lui à l'ONU concernant l'invasion indonésienne du Timor oriental, laquelle avait provoqué la mort d'une grande partie de la population de la région. Il est élevé à la dignité de grand officier de la Légion d'honneur à titre militaire le 7 juillet 1976 par Valéry Giscard d'Estaing. Il est aussi titulaire de la croix de guerre 1939-1945 ainsi que de nombreuses décorations françaises et étrangères. Souffrant de dépression, il se donne la mort le 15 avril 1982 à son domicile parisien, d'une balle de fusil de chasse tirée dans la poitrine. Son fils, François de Guiringaud, a écrit une biographie de son père en 2016.

⁴⁰ **La Communauté européenne de défense (CED)** était un projet de création d'une armée européenne, avec des institutions supranationales, placées sous la supervision du commandant en chef de l'OTAN, qui était lui-même nommé par le président des États-Unis. Dans le contexte de la guerre froide, le projet, qui est esquissé en septembre-octobre 1950, ne devient un traité, signé par 6 États, que le 27 mai 1952. Ratifié par la République fédérale d'Allemagne (RFA ou Allemagne de l'Ouest), la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, le traité instituant la CED est rejeté par l'Assemblée nationale française le 30 août 1954 par 319 voix contre 264.

⁴¹ **La Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA)** était une organisation internationale fondée sur le traité de Paris (1951), entré en vigueur le 23 juillet 1952 pour une durée de cinquante ans. Elle n'existe plus depuis le 23 juillet 2002. La CECA rassemblait six nations, unifiant l'Europe de l'Ouest durant la Guerre froide et créant les bases d'une démocratie européenne et le développement actuel de l'Union européenne. Elle fut au niveau européen la seconde organisation basée sur des principes résolument supranationaux. La proposition de sa création, annoncée par Robert Schuman (lors de son discours du 9 mai 1950, devenu journée de l'Europe), alors ministre français des Affaires étrangères, est un moyen d'empêcher une nouvelle guerre entre la France et l'Allemagne. Il déclare que son but est de rendre la guerre « non seulement impensable mais aussi matériellement impossible ». Pour cela, la première communauté supranationale d'Europe voit le jour par la signature du traité instituant la CECA par la France, la RFA, l'Italie et les pays du Benelux (la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas). Un marché unique du charbon et de l'acier est constitué entre ces États. La CECA est dirigée par la Haute Autorité, surveillée par des organes représentants les gouvernements nationaux, des députés et un pouvoir judiciaire indépendant. L'objectif est de « soutenir massivement les industries européennes du charbon et de l'acier pour leur permettre de se moderniser, d'optimiser leur production et de réduire leurs coûts, tout en prenant en charge l'amélioration des conditions de vie de leurs salariés et leur reclassement en cas de licenciement ». Son principe s'inspire fortement des idées présentées par Arthur Salter, 1er baron Salter dans le livre *Allied Shipping Control* qui mettaient en place la coordination des intérêts alliés après la Première Guerre mondiale.

Claude Cheysson : Non, vraiment pas, mais ça entre Allemands.

C'est ça oui. Je vous pose la question entre Allemands, j'ai bien compris

Claude Cheysson : Je vois quand même les dépêches que fait François-Poncet. Il ne me paraît pas être particulièrement alerte là-dessus.

C'est donc... On reparlera peut-être de ce problème un petit peu plus tard, quand vous vous trouverez alors auprès de Mendès France, à l'automne de la préparation des accords, bien sûr. Est-ce que vous voyez vous-même d'autres points sur lesquels vous pensez que vous pourriez nous donner encore des informations, sur votre expérience à Bonn ? Peut-être, François-Poncet, comment l'avez-vous...

Claude Cheysson : Oui, je vais être capable de faire une analyse. On voit à ce moment-là sortir une force syndicale qui va devenir importante dont, il y a un instant, je viens de vous dire que les Anglais veilleront à ce qu'elle s'exprime selon les dispositions constitutionnelles, donc les dispositions obligatoires. Et c'est le moment où on commence à parler de la gauche, de la CDU, de... Comment il s'appelle le CDU de Rhénanie-Westphalie, le syndicaliste ? Je vais retrouver son nom dans un instant. Qui est en difficulté en France, c'est le moins qu'on puisse dire, avec Adenauer. Là qu'apparaît le côté conservateur d'Adenauer, mais il apparaît à propos de cette montée d'une force syndicale à Düsseldorf et presque, si je peux dire, l'opposition à Bonn. Maintenant, c'est... Le blocus de Berlin est en quelle année ?

Le blocus de Berlin, c'est en fait en juin 1948-mai 1949.

Claude Cheysson : C'est ça.

Je pense que vous êtes là-bas.

Claude Cheysson : Exactement ! Donc, c'est de vous dire à quel point à ce moment-là, le problème réellement de l'Allemagne, de constitution d'une force armée allemande, n'est pas d'actualité. Il dépend entièrement de nous, des Américains.

Souhaitez-vous que nous commencions tout à l'heure à aborder votre rôle auprès de Mendès France⁴² au cours de cette période ?

⁴² **Pierre Mendès France** est une figure marquante de la politique française du XXe siècle, connu pour son engagement en faveur de la décolonisation et sa critique des institutions de la IVe République. Né le **11 janvier** 1907 à Paris, il devient le plus jeune député de France en 1932 et occupe divers postes ministériels, notamment celui de ministre de l'Économie nationale et de président du Conseil. Élu en 1932, il se distingue par ses discours économiques. Il est maire de 1935 à 1939 et de 1953 à 1958. Nommé dans le gouvernement de De Gaulle en 1944, il participe à la création du FMI et de la Banque mondiale lors de la conférence de Bretton Woods. Président du Conseil, il est à la tête du gouvernement français de juin 1954 à février 1955, période durant laquelle il signe les accords de Genève mettant fin à la guerre d'Indochine. Engagé pour la décolonisation, Mendès France accorde l'autonomie interne à la Tunisie en juillet 1954, ouvrant la voie à son indépendance. En Algérie, son gouvernement est confronté à la guerre d'Algérie. Bien qu'il prône une coopération généreuse, il est finalement renversé sur cette question. Après sa démission, il critique la constitution de la Ve République, qu'il qualifie de "monarchie absolue", et refuse de soutenir le retour de De Gaulle au pouvoir. Il rejoint le Parti Socialiste Unifié (PSU) en 1960, mais sa carrière politique décline face à la montée de François Mitterrand. Pierre Mendès France se consacre à des initiatives de paix au Proche-Orient dans les années 1970. Il meurt le 18 octobre 1982 à Paris. Son héritage perdure, et il est souvent cité comme un symbole d'une politique exigeante et éthique en France. Pierre Mendès France reste une référence pour de nombreux politiciens et est reconnu pour son intégrité et son engagement en faveur des droits humains et de la justice sociale.

Claude Cheysson : Alors, c'est mon témoignage. Donc, en ce qui concerne l'Allemagne, mon témoignage s'arrête à mon départ pour Saïgon et je ne retrouverai un contact avec les Affaires allemandes, non pas une responsabilité, que dans la deuxième partie de l'expérience Mendès, pas dans la première puisque Mendès me prend auprès de lui parce que je rentre du Vietnam, que j'ai été un grand partisan de l'indépendance du Vietnam. Tout à l'heure, je vous disais que je reviendrais sur ce point-là. Pour moi, il n'était pas supportable d'être l'Allemand du coin. Non, mais il n'y en avait pas assez. Je vais avec les Vietnamiens et, pour moi, j'étais l'Allemand du coin et les Vietnamiens qui travaillaient avec nous, étaient les collaborateurs très nationalistes d'ailleurs, mais passons. Donc, rien à voir avec l'Allemagne. Mendès me prend pour la conférence de Genève⁴³ et me met ensuite sur les Affaires tunisiennes que je continuerai à suivre. Donc, j'ai vu la relation avec l'Allemagne, le problème de la CED et autres, d'un peu loin.

Autant Jean-Marie Soutou⁴⁴ auprès de qui je suis, je vis là-dedans, invente cette affaire incroyable d'utilisation du traité de Bruxelles, traité d'alliance offensive, je dirais, contre

⁴³ **La conférence de Genève** réunit du 26 avril au 21 juillet 1954 les représentants des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'U.R.S.S., de la France, de la république populaire de Chine (dont ce fut l'entrée sur la scène diplomatique), des deux Corées, du Laos, du Cambodge, du Vietnam et du Viêt Minh. La conférence s'occupa d'abord de la Corée, puis essentiellement de l'Indochine. Sur la Corée l'échec fut complet, la Corée du Nord réclamant la réunification sans élections préalables, la Corée du Sud voulant au contraire que la réunion des deux Corées soit précédée par des élections libres sous le contrôle des Nations unies. En ce qui concerne l'Indochine, la conférence fut marquée par deux événements : la chute du camp retranché de Diên Biên Phu le 7 mai, ainsi que l'arrivée au pouvoir le 17 juin de Mendès France, qui déclara qu'il démissionnerait si l'armistice n'était pas conclu avant le 20 juillet 1954, et menaça de faire appel au contingent si les communistes refusaient l'armistice. Des divergences profondes opposaient Eden, représentant la Grande-Bretagne, et Dulles, représentant les États-Unis. À la veille de la conférence, les Américains envisagèrent, à l'appel des Français, une aide militaire directe — on ne sait pas exactement sous quelle forme — mais sous réserve que la Grande-Bretagne soit d'accord ; celle-ci, craignant l'élargissement du conflit, refusa. Dulles (qui ne participa pas à la fin de la conférence) prépara en marge des négociations l'établissement d'un système de sécurité asiatique : l'O.T.A.S.E, Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est (traité de Manille du 8 sept. 1954). La Grande-Bretagne souhaitait éviter le durcissement des affrontements en Asie. La négociation progressa à partir de la fin de juin, compliquée par les réticences des États indochinois. La France obtint des armistices séparés pour le Cambodge (très favorable) et le Laos (plus complexe, avec regroupement des forces communistes au nord, évacuation des troupes françaises et des troupes viêt-minh, et des élections prévues pour 1955). Au Vietnam, la ligne d'armistice fut fixée au 17e parallèle ; des élections prévues pour juillet 1956 devaient permettre la réunification. Ngô Đình Diem, nouveau Premier ministre du Vietnam du Sud, et les États-Unis refusèrent de signer la déclaration finale de la conférence, les États-Unis s'engageant pour leur part à ne pas recourir à la force pour remettre en cause les armistices.

Georges-Henri Soutou, Conférence de Genève de 1954, In Encyclopædia Universalis disponible sur : <https://www.universalis-edu.com/encyclopedia/conference-de-geneve>

⁴⁴ **Jean-Marie Léon Soutou**, né le 18 septembre 1912 à Bruges dans les Basses-Pyrénées et mort le 10 septembre 2003 au Port-Marly, est un diplomate, haut fonctionnaire et un résistant français. En septembre 1939, Jean-Marie Soutou est mobilisé, puis démobilisé en août 1940 à Cheylard-l'Évêque en Ardèche. Il reste quelques mois en Ardèche puis rejoint en 1941 Emmanuel Mounier à Lyon. Il fait partie des fondateurs de « l'Amitié chrétienne » établie à Lyon en 1941, avec l'abbé Alexandre Glasberg dans le but d'aider les juifs et autres victimes soumis aux décrets de Vichy et de l'occupant, associant des catholiques et des protestants. Il se charge de fournir de faux papiers d'identité. Il participe à l'organisation de passages clandestins en Suisse. Il trouve des cachettes pour des enfants. Le 27 janvier 1943 la Gestapo arrête dans les bureaux de l'"Amitié chrétienne" le père Pierre Chaillet et Jean-Marie Soutou, au motif qu'ils auraient donné asile à des Juifs recherchés par les autorités. Le père Pierre Chaillet est remis en liberté quelques heures après. Jean-Marie Soutou reste en prison trois semaines à la prison Montluc. Il doit sa libération au cardinal Gerlier. Jean-Marie Soutou passe clandestinement en Suisse avec l'aide de la Résistance. En août 1944, il est délégué en Suisse du commissariat de l'Information. En 1945, il devient secrétaire d'ambassade (cadre complémentaire) en Yougoslavie. En 1950, il devient administrateur au ministère des Affaires étrangères (affaires économiques) et en 1951, secrétaire des Affaires étrangères. De juin 1954 à février 1955, il devient Directeur adjoint de cabinet de Pierre Mendès France (ministre des Affaires étrangères et président du Conseil). Il est ministre plénipotentiaire en 1954 et devient en 1955-1956 sous-directeur d'Europe (Europe orientale) au ministère des Affaires étrangères. En 1956, il est ministre-conseiller d'ambassade en URSS. En 1958, il est consul général à Milan en Italie. Il devient de 1961 à 1962 directeur Europe au ministère des Affaires étrangères, directeur des Affaires africaines et malgaches, puis de 1962 à 1965, chargé des affaires d'Afrique-Levant. De 1966 à 1971, il est Inspecteur général des postes diplomatiques et consulaires. De 1971 à 1975, Jean-Marie Soutou est ambassadeur de France en Algérie. En 1975, il est

l'Allemagne qu'on transforme en moyen dans l'alliance militaire, c'est une affaire extraordinaire. Mais, moi, je suis cela de très loin, donc, là vraiment, je n'ai pas grand-chose d'intéressant à vous dire, si ce n'est qu'au hasard de conversations de voyages et autres. Je trouve évidemment un Mendès très bloqué, bloqué à cause des souvenirs de la guerre mais bloqué surtout, plus encore (je suis persuadé que d'autres vous le diront, Jean-Marie Soutou a dû vous le dire) par le fait que la domination américaine utilise l'Allemagne pour nous mettre au coin.

La courte période où Mendès est au pouvoir, est marquée pour lui par une politique systématique américaine qui est redoutable. Les Américains ont vu l'arrivée de Mendès aux affaires avec inquiétude d'abord et, ensuite, avec une hostilité ouverte. Mais nous ne sommes pas tous en Allemagne, là. Ils avaient obtenu de Bidault⁴⁵ l'assurance que même si la France traitait un jour avec le Vietnam, en aucun cas, elle n'abandonnerait le Nord-Vietnam de façon à permettre, comme Bidault l'a dit à Dulles⁴⁶ ; Chauvel, là-dessus, est tout à fait catégorique, de façon à permettre aux Américains de repartir du Nord-Vietnam dans une action qui serait peut-être une action antichinoise. Mendès traite et tel que Mendès a traité, le Nord-Vietnam

représentant de la France auprès des Communautés européennes. En 1976, il devient secrétaire général du ministère des Affaires étrangères. Il participe cette année-là aux négociations pour endiguer la crise monétaire européenne de l'année 1976. Il est président de la Société des amis de Raymond Aron ; président de la Croix-Rouge française de 1978 à 1983. Jean-Marie Soutou est reconnu comme « Juste parmi les nations », la médaille de Juste lui est remise le 23 mars 1994.

⁴⁵ **Georges Bidault**, né le 5 octobre 1899 à Moulins (Allier) et mort le 27 janvier 1983 à Cambo-les-Bains (Pyrénées-Atlantiques), est un résistant et un homme d'État français. Après avoir combattu lors de la guerre de 1914-1918, il adhère au Parti démocrate populaire (PDP) et devient rédacteur en chef du quotidien catholique L'Aube. Engagé volontaire au début de la Seconde Guerre mondiale, il est emprisonné pendant plus d'un an. Compagnon de la Libération, il devient président du Conseil national de la Résistance (CNR) à la suite de la disparition de Jean Moulin en 1943, et descend les Champs-Élysées derrière le général de Gaulle lors de la libération de Paris. À l'origine de la fondation du Mouvement républicain populaire (MRP), il est plusieurs fois ministre entre 1944 et 1954 (vice-président du Conseil, Affaires étrangères, Défense nationale). Il préside le Gouvernement provisoire de la République française de juin à décembre 1946 et occupe la présidence du Conseil des ministres d'octobre 1949 à juin 1950. Ministre des Affaires étrangères à trois reprises, il est l'un des acteurs clés de la politique étrangère de la France durant la IV^e République. Député de la Loire, il soutient le retour du général de Gaulle au pouvoir dans le cadre de la crise de mai 1958. Mais partisan déterminé de l'Algérie française, il cofonde un nouveau Conseil national de la Résistance, ce qui le conduit à s'exiler. Rentré en France en 1968, il ne retrouve pas de responsabilités de premier plan. Une rumeur fait de lui l'un des cofondateurs du Front national avec Jean-Marie Le Pen en 1972, dont il se serait éloigné au bout de quelques semaines.

⁴⁶ **John Foster Dulles**, né le 25 février 1888 à Washington (district de Columbia) et mort le 24 mai 1959 au même endroit, est un diplomate et homme politique américain. Membre du Parti républicain, il est secrétaire d'État des États-Unis entre 1953 et 1959 dans le gouvernement du président Dwight D. Eisenhower. Il a consacré la notion de refoulement (« rollback ») de l'URSS. John Foster Dulles est issu d'une famille d'émigrés irlandais de confession protestante, son aïeul Joseph Dulles s'étant établi aux États-Unis en 1778. Il est le frère de Allen Dulles, premier directeur civil de la CIA, le neveu de Robert Lansing (1864-1928), secrétaire d'État sous la présidence de Woodrow Wilson et le petit-fils de John W. Foster (1836-1917), secrétaire d'État sous la présidence de Benjamin Harrison. Il épouse Janet Pomeroy Avery en 1912. Ils ont trois enfants. Leur fils Avery, baptisé catholique en 1941, est décoré de la Croix de guerre 1939-1945, ordonné prêtre jésuite en 1956 et devient cardinal en 2001. Il fait des études de droit pour devenir avocat d'affaires. Lors de son cursus universitaire, il fréquente les universités Princeton, de la Sorbonne et George-Washington. Il occupe rapidement des postes diplomatiques et est envoyé en mission à Panama en 1917, avant de participer à la conférence de la paix de Versailles. Obsessionnellement anticommuniste, il plaide pour une collaboration entre les États-Unis et l'Allemagne et entretient à ce titre des contacts avec Heinrich Himmler. Il ouvre au ministre de l'économie du Troisième Reich, Hjalmar Schacht, ses contacts industriels, miniers et bancaires pour aider le régime nazi à financer et équiper son armée. À partir de 1950, les États-Unis décident de soutenir les Français dans la guerre contre le Viêt Minh en Indochine et reconnaissent l'État du Vietnam. Le 25 février 1954, il affirme que les Français ont "notre confiance et notre soutien", mais dresse un parallèle entre la future conférence de Genève qui doit se tenir à partir du 26 avril, et l'armistice de Panmunjeom qui a conclu un cessez-le-feu dans la guerre de Corée. Le 7 mai 1954, il rend hommage aux soldats français à la suite de la bataille de Diên Biên Phu, mais également aux Vietnamiens, sans préciser leur camp. Il est nommé secrétaire d'État des États-Unis en 1953 par Dwight D. Eisenhower et reste en poste jusqu'en 1959.

est abandonné. Mendès traite et Mendès est considéré par les Américains comme un agent soviétique en matière. Ça va aussi loin que cela. Les Américains, comme vous le savez, font tout alors pour que Mendès soit renversé. Ceci n'est rien mais pour que Mendès se trouve dans une situation économique insupportable, ils jouent contre le franc, ils jouent en bourse, etc. Les rapports Dulles-Mendès pendant la conférence de Genève où, d'ailleurs, Dulles refuse de revenir et, par la suite, sont absolument effrayants. Le voyage à Washington précédé du discours aux Nations Unies, n'améliore rien. Donc, Mendès a tendance à avoir beaucoup de sujets à travers cette difficulté majeure qu'il a avec les Américains, et ceci joue incontestablement dans ses réactions par rapport à la CED. Il profite du fait que toute l'affaire CED a été montée sans accord du Parlement pour prendre une position très, disons, assez hypocrite en disant que lui ne peut pas intervenir, qu'il laissera le Parlement se prononcer, etc. Mais ceci est dû, je l'affirme catégoriquement, au moins autant à ses difficultés avec les États-Unis et aux soupçons qu'il porte sur les Américains qu'à la méfiance de l'avis de l'Allemagne.

Parce qu'en fait, il y a un aspect du dossier qui est extrêmement intéressant, c'est le fait que tel qu'elle a été conçue la CED finalement, effectivement, vous avez parlé de mettre un peu leur France au point mais... c'est-à-dire qu'elle limiterait finalement les possibilités pour la France de développer en fait sa recherche nucléaire et sa défense nucléaire parce que les papiers militaires montrent cela, c'est relativement intéressant. Parmi les raisons, on a souvent donné comme raison le problème du militarisme, mais c'est plutôt des recherches qui ont été conduites dans les papiers privés des militaires qui commencent à être attentifs. C'est extrêmement intéressant de voir que ce furent-là l'origine d'une partie de leur prévention. Je crois que le Président Mendès était quand même assez au courant. Enfin, on l'avait bien mis au courant et M. Soutou avec lequel j'ai pu parler, m'a confirmé ce point.

Claude Cheysson : Lui était beaucoup plus associé à cela que moi. Donc, je ne suis pas du tout étonné qu'il vous ait dit la même chose.

Mais alors, en ce qui concerne justement l'Union soviétique, je crois que...

Claude Cheysson : D'autant plus que les Américains dans des cas semblables, ils échouent de la même manière, agissent largement par des hommes politiques français.

C'est ça. Ils réussissent finalement à faire passer un certain nombre d'idées.

Claude Cheysson : Oui. Ils appuient un politique français, ils leur promettent un appui. L'influence américaine est considérable dans les premières années de la 4ème République. Considérable ! Les Américains n'hésitent plus jamais à utiliser des hommes politiques contre le général de Gaulle, pour confiner le général de Gaulle dans la période de Mendès, franchement contre Mendès et que Mendès s'en aille le plus vite possible.

Oui, en demandant au projet de la CED. J'ai vu des papiers à Washington, c'est terrible. C'est à ce moment-là, mais les jugements à l'égard de Mendès-France sont sévères. Au fond, on voudrait profiter du fait qu'il y a l'échec de la CED pour complètement marginaliser la France, en disant aux Anglais en fait : Bon, on va régler les problèmes sans la France. C'est, je crois, la raison pour laquelle, justement, l'âge quotidien mais je suis quand même un bon coup, il s'est bien rendu compte de la manœuvre. On ne peut pas faire ça. Pour les questions de défense de l'Europe, nous avons besoin des Français. Donc, il va un peu dans le sens, je crois que c'est bien ça. Enfin, c'est ce que j'ai perçu à travers la présentation, c'est intéressant. Bon, ils se rendent compte, après tout effectivement, donc réanimons l'Union

occidentale et faisons-en quand même un organisme qui permette quand même d'associer la France. Mais bien sûr, les États-Unis sont toujours derrière et disent : Bon, créez votre affaire mais nous serons quand même là pour tout ce qui concerne le nucléaire.

Claude Cheysson : Mais, là, il faut reconnaître aux Anglais d'avoir, on ne dirait pas, tempérer les Américains, mais d'avoir accepté de jouer un jeu différent du jeu des Américains. C'est comme ça d'ailleurs qu'on tombera sur le traité de Bruxelles.

Oui, c'est ça.

Claude Cheysson : Ceci dit, évidemment, cette action de temporisation des Anglais jouera sur les secteurs qui les intéressent : la défense. Elle ne jouera évidemment pas sur la construction européenne...

Qui ne les intéresse pas.

Claude Cheysson : Autrement dit, ils sauveront l'affaire Défense par le biais de l'UEO⁴⁷ qui permettra à l'Allemagne d'être associée, etc... en s'interposant, en suggérant, en aidant mais ils ne sauveront absolument pas le côté construction européenne, communauté qui ne les concerne pas.

Et alors, c'est le souvenir aux États-Unis. J'ai trouvé une note de vous dans les papiers Mendès France, une note du 9 novembre. Enfin, vous suggérez un certain nombre d'idées et vous insistez beaucoup sur la nécessité de garder le contact avec les Soviétiques, et au fond d'en arriver, peut-être, à mettre aux preuves cette conférence internationale dont parlent beaucoup les Soviétiques, qui sera la deuxième conférence de Genève de 1955. Est-ce que vous vous souvenez en effet de cette note ?

Claude Cheysson : Non, je ne me souviens pas.

Oui, mais il semble qu'à ce moment-là, votre rôle est relativement important au moment de ces réflexions sur la nécessité de garder le contact avec les auditifs.

Claude Cheysson : Oui, ça ne m'étonne pas que j'ai dit ça. Ce qui m'étonne, c'est que j'en avais fait une note pour Mendès, je ne me rappelais pas que...

C'est une note assez elliptique, c'est une espèce de rappel.

Claude Cheysson : Dans mon souvenir, l'intimité avec Mendès est postérieure à son passage au gouvernement. J'avais donc déjà ce genre de conversation. C'est vrai qu'il m'a emmené à

⁴⁷ L'Union de l'Europe occidentale (UEO ; *Western European Union, WEU ; Westeuropäische Union, WEU*) fut une organisation européenne de défense et de coopération, fondée par le traité de Bruxelles modifié dans le cadre plus général des accords de Paris du 23 octobre 1954. Ses membres étaient des États d'Europe occidentale du bloc de l'Ouest, qui furent aussi membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) ainsi que de la Communauté économique européenne puis de l'Union européenne. Initialement, l'UEO fut fondée par six pays membres de la Communauté économique européenne (CEE) et le Royaume-Uni. L'UEO n'eut dans les faits qu'un rôle limité, tant les Européens de l'ouest donnaient la primauté à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord pour leur défense collective. Toutefois, à partir de 1984 et surtout durant les années 1990, les États membres choisirent l'UEO comme support d'une politique européenne de défense. Mais en 2001, le traité de Nice introduisit avec l'Union européenne une Politique européenne de sécurité et de défense (PESD) qui reprenait alors la plupart des activités dévolues jusque-là à l'UEO. Cette même PESD fut remplacée en 2007 à la suite du traité de Lisbonne par la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC). L'UEO a été dissoute en juin 2011.

New York et à Washington où je n'avais pas, évidemment, ma place puisqu'à ce moment-là, j'étais surtout sur les problèmes d'Afrique du Nord. Mais c'est vrai. Bon, très bien ! En tout cas, il n'y a pas de contradiction avec tout ce que je viens de vous dire.

Oui, d'après ces notes, en fait, vous sembliez vouloir pousser Mendès France à jouer un rôle dans le dialogue Est-Ouest. Cela nous amène à nous interroger sur certains points. Par exemple, après les accords de Genève sur l'Indochine, Jean de Saint-Denis⁴⁸ est envoyé en mission en République démocratique du Vietnam. Apparemment, Mendès France le charge non seulement d'apurer les rapports avec la République démocratique, mais également d'utiliser un peu sa mission pour entamer un nouveau dialogue avec les puissances communistes. Et puis, rapidement, cette mission Saint-Denis tourne court. En tous les cas, elle n'offre pas les débouchés qu'avait pu à un moment espérer Mendès France. Certains historiens disent que le rapport que vous auriez écrit, du 12 août 1954, aurait beaucoup contribué en fait à calmer un peu Mendès France dans ce désir d'ouverture vers l'Est. Alors, est-ce que vous pourriez nous parler de ce rapport du 12 août 1954 et des conditions dans lesquelles vous l'avez écrit et pourquoi finalement vous êtes plus sceptique sur les possibilités ?

Claude Cheysson : Écoutez, il faudrait que je relise le discours. Oui, je suis sceptique. Il faut que je sois honnête. Ce que nous concluons à Genève au fond, ça traduit bien ce qui ne se dit pas, le désir de Pierre Mendès France de sortir complètement d'Indochine. Et la nomination de Jean Saint-Denis, je ne voudrais pas employer des mots, n'est pas parfaitement honnête.

Vous croyez que Mendès a tout de suite joué double jeu ?

Claude Cheysson : Pas double jeu. En fait, il ne jouait plus de jeu du tout, c'était perdu, terminé. Plus vite, on en sort, plus vite, on s'en sort.

Malgré l'échange de lettres avec Pham Van Dong⁴⁹ ?

Claude Cheysson : Oui. Et sur ces sujets-là, j'étais très proche de lui et ça je le sentais dès Genève. Il ne faut pas nous permettre de... C'est tout à fait la méthode Mendès ça, d'ailleurs.

⁴⁸ **Eugraph Kovalevsky**, connu sous le nom de **Jean de Saint-Denis**, est un diplomate et évêque de l'Église catholique orthodoxe de France. Né le 8 avril 1905 à Saint-Petersbourg, il a consacré sa vie à la résurgence de l'Église orthodoxe en Occident, en particulier en France. Avant de devenir évêque, Eugraph a été impliqué dans des missions diplomatiques, représentant l'Église et la France dans divers contextes. Son rôle en tant que diplomate a été marqué par son engagement à établir des relations entre les différentes confessions chrétiennes et à promouvoir l'orthodoxie en Occident. Jean de Saint-Denis est reconnu pour son rôle crucial dans la revitalisation de l'orthodoxie en France et pour ses efforts en faveur de l'unité chrétienne. Son travail a laissé une empreinte durable sur l'Église orthodoxe d'Occident.

⁴⁹ **Pham Van Dong** (1906-2000) a joué un rôle central durant la guerre du Vietnam en tant que Premier ministre de la République démocratique du Vietnam (Nord-Vietnam) de 1954 à 1976. Voici les points clés de son implication. Pham Van Dong était un proche collaborateur de Ho Chi Minh, ce qui lui a permis de devenir une figure influente dans le gouvernement nord-vietnamien. Il a été impliqué dans les négociations des accords de Genève en 1954, qui ont mis fin à la première guerre d'Indochine et ont conduit à la division temporaire du Vietnam en deux. Pendant la guerre du Vietnam, Dong a supervisé la stratégie militaire et diplomatique du Nord-Vietnam. Il a manipulé les perceptions américaines en soutenant le mouvement anti-guerre aux États-Unis tout en offrant des opportunités de retrait à Washington. En 1973, il a participé aux négociations qui ont abouti aux accords de paix de Paris, qui ont permis le retrait des troupes américaines du Vietnam. Après la victoire du Nord-Vietnam en 1975, Pham Van Dong est resté Premier ministre jusqu'en 1987, période durant laquelle il a dû faire face à de nombreux défis économiques et politiques dans un pays récemment unifié. Dans un entretien en 1972, il a exprimé son optimisme quant à la réunification du Vietnam et a souligné l'importance de l'édification d'une société socialiste. Pham Van Dong est ainsi reconnu comme une figure clé de la résistance vietnamienne contre l'impérialisme américain et un architecte de la politique du Vietnam durant et après la guerre.

On traite les problèmes un par un. Bon, le problème de l'Indochine à Genève, on l'a traité, terminé. On passe ailleurs.

On va reparler de ce problèmes-là quand on se reverra sans doute parce que c'est très intéressant de suivre après l'ensemble du dossier.

Claude Cheysson : De même quand nous nous reverrons, je serai obligé de dire une autre chose sur laquelle on ne peut pas être critique. Jamais, Mendès n'aurait accepté l'indépendance de l'Algérie. Jamais ! Mendès n'est pas du tout un libérateur des pays colonisés.

Pas du tout !

Claude Cheysson : Là, on s'est complètement mépris.

Oui, il faut améliorer leur statut, les associer à la France.

Claude Cheysson : On les traite bien, humainement, etc. Quand on parlait de l'Algérie, il faisait partie de ces hommes qui pensaient qu'il fallait appliquer la loi Viollette⁵⁰, qu'il fallait donner le droit de vote, etc. Mais l'Algérie, c'est la France, point final. Et ceux qui étaient contre, il fallait les écraser.

Oui, ça peut se concevoir.

Claude Cheysson : Effectivement, l'empire ayant joué le rôle que l'on sait... Au contraire, le Vietnam ce n'est pas la France. Le Vietnam, on était battu. Plutôt, on sortait, le mieux ça valait. La Tunisie, il fallait qu'elle aille à l'indépendance. Il se trouve qu'il y avait des dirigeants tunisiens, les choses n'étant pas cassées, on pouvait collaborer avec eux mais indépendants, les choses tranchées comme ça. Il faudrait que je relise ce rapport du 12 août pour mieux le comprendre, mais c'était bien la mentalité. D'accord ?

Oui, parce que dans le colloque consacré à Mendès France, Jean de Saint-Denis...

Fin de l'entretien

⁵⁰ Le **projet de loi Blum-Viollette** est un texte proposé en 1936 par le Front populaire, dirigé par Léon Blum, et soutenu par Maurice Viollette, ancien gouverneur général d'Algérie. Ce projet visait à permettre à 20 000 à 25 000 musulmans d'Algérie d'acquérir la citoyenneté française tout en conservant leur statut personnel lié à la religion. Objectif : accorder la citoyenneté française à une minorité de musulmans en Algérie, leur permettant ainsi de bénéficier du droit de vote. Ce projet a été accueilli avec hostilité par les Français d'Algérie, qui craignaient que cela ne menace la souveraineté française dans certaines communes algériennes. Bien que le projet ait été bien reçu par certains musulmans, notamment Ferhat Abbas, il a suscité des oppositions dans certains milieux nationalistes, comme le Parti du Peuple Algérien (PPA), qui y voyait un moyen de diviser le peuple algérien. Le projet stipulait que les indigènes algériens français remplissant certaines conditions pourraient exercer des droits politiques, sans modification de leur statut civil. Les critères incluaient : avoir servi dans l'armée avec un grade spécifique ; posséder un diplôme de l'enseignement supérieur ou d'autres qualifications et avoir exercé des fonctions publiques ou avoir été élus à des postes spécifiques. Après la Seconde Guerre mondiale, certaines dispositions de ce projet ont été reprises par le général de Gaulle, notamment par l'ordonnance du 7 mars 1944, qui a élargi les droits politiques à un plus grand nombre de musulmans, mais sans inclure les femmes musulmanes, qui n'ont obtenu le droit de vote qu'en 1958. Le projet Blum-Viollette est souvent considéré comme un élément de la politique coloniale française visant à établir un écran de « francisation » entre les pays du Maghreb.